

COLLEGE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

F. 2012 — 1401

[C – 2012/31241]

1^{er} MARS 2012. — Arrêté 2008/174 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79, § 1^{er};

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française modifié par les arrêtés du 4 juillet 1996, 11 décembre 1997, 4 mars 1999, 24 février 2000, 18 janvier 2001, 10 mai 2001, 23 mai et 10 octobre 2002 et 14 juin 2007;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 juin 2001 déterminant les modalités de la redistribution du travail applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mai 2002 instituant le congé pour raisons politiques ou pour l'exercice d'un mandat politique pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 octobre 2002 relatif aux congés de courte durée applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 janvier 2007 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle;

Vu les protocoles n° 2009/15 du 25 mai 2009 et n° 2010/20 du 23 décembre 2010 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2010;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 12 novembre 2010;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 23 juin 2006;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions, donné le 5 janvier 2011;

Vu l'avis 49.681 du Conseil d'Etat donné le 7 juin 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française est complété par la disposition suivante : « - jour ouvrable : chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche, des jours fériés et des jours visés à l'article 176 § 1^{er} du présent arrêté ».

Art. 3. Il est inséré dans le même arrêté une Partie III/3 rédigée comme suit :

« Partie III/3 - De la Commission de recours

Art. 16/13. Il est institué une Commission de recours compétente en matière d'évaluation, de congés et d'absences.

Art. 16/14. Cette commission se compose :

1^o d'un président effectif et d'un président suppléant, magistrats ou magistrats mis à la retraite, désignés par le Collège;

2^o de trois fonctionnaires de rang 13 au moins, désignés par le Collège;

3^o de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives à raison d'un membre par organisation.

Les membres suppléants sont désignés de la même façon : trois fonctionnaires de rang 13 au moins et trois représentants des organisations syndicales.

Art. 16/15. Le Collège désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant, parmi les fonctionnaires des services du Collège.

Art. 16/16. La commission établit un règlement d'ordre intérieur afin de déterminer les modalités de son fonctionnement. Celui-ci est approuvé par le Collège.

Art. 16/17. La commission ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

Les membres désignés par le Collège et par les organisations syndicales doivent être en nombre égal; le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres, après tirage au sort.

Si, lors de la première réunion, la majorité des membres n'est pas présente, la Commission de recours se réunit valablement une seconde fois du moment que la parité est établie entre les membres désignés par les organisations syndicales et ceux qui sont désignés par le Collège.

Art. 16/18. Chaque membre de la commission, y compris le président, a voix délibérative.

Art. 16/19. L'allocation accordée au président ou au président suppléant est fixée à 125 € par séance. »

Art. 4. L'article 31, § 2, 1° et 2° du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les congés annuels de vacances visés à l'article 167, ainsi que ceux visés aux articles 169 et 170;

2° les jours fériés visés à l'article 176;

3° les congés de circonstance visés à l'article 179. »

Art. 5. L'article 83 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : "Art. 83. § 1^{er}. Si le fonctionnaire ne peut marquer son accord sur la mention d'évaluation globale moyenne qui lui est notifiée, il a un droit de recours quant au fond auprès du Conseil de direction qui statue dans les deux mois de sa saisine.

Le fonctionnaire a le droit d'être entendu et d'être assisté par la personne de son choix.

Les membres du Conseil de direction ne peuvent ni délibérer ni prendre part au vote lorsqu'ils sont intervenus à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du fonctionnaire. Le fonctionnaire a également dans les 15 jours ouvrables de la notification un droit de recours quant à la forme auprès de la Commission de recours.

§ 2. Si le fonctionnaire ne peut marquer son accord sur la mention d'évaluation globale réservée ou négative qui lui est notifiée, il peut saisir dans les 15 jours ouvrables de la notification la Commission de recours.

Le fonctionnaire comparait en personne et peut faire valoir ses observations; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le recours est suspensif.

Les membres de la Commission de recours ne peuvent ni délibérer ni prendre part au vote lorsqu'il sont intervenus à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du fonctionnaire.

§ 3. La commission de recours statue dans le délai d'un mois qui débute à la date où le recours est introduit par le fonctionnaire soit par courrier, soit par fax, soit par courriel, pour autant qu'ils aient date certaine et propose une mention d'évaluation.

La décision d'attribution de l'évaluation est prise par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination dans les deux mois qui suivent la réception par celle-ci de la proposition d'évaluation de la Commission de recours.

Si l'autorité n'a pas pris de décision dans le délai imparti, la proposition d'évaluation de la commission de recours devient définitive."

Art. 6. La partie XVI des dispositions administratives du même arrêté est remplacée par les dispositions suivantes :

« PARTIE XVI - DES POSITIONS ADMINISTRATIVES, DES ABSENCES ET DES CONGES

CHAPITRE I^{er}. — *Des positions administratives*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 141. Le fonctionnaire se trouve dans une des positions administratives suivantes :

1° activité de service;

2° non-activité;

3° disponibilité.

Art. 142. Pour la détermination de sa position administrative, le fonctionnaire est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant soit de plein droit, soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

Section 2. — De l'activité de service

Art. 143. L'activité de service est la position administrative habituelle du fonctionnaire.

Sauf dispositions contraires, le fonctionnaire en activité de service a droit à son traitement et à l'avancement dans son échelle de traitement. Il peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'attribution d'un mandat.

Art. 144. Le fonctionnaire est maintenu dans la position administrative d'activité de service, lorsqu'il s'absente pour les motifs suivants :

1° départ anticipé à la retraite à mi-temps;

2° semaine volontaire des quatre jours;

3° interruption de la carrière professionnelle;

4° congés annuels de vacances et jours fériés;

5° congé exceptionnel;

6° congés de circonstance, congé pour des motifs impérieux d'ordre familial, congé parental, congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;

7° congés de maternité et congé en remplacement du congé de maternité;

8° congés pour raison médicales ou humanitaires;

9° congés pour lui permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;

10° congé pour mission reconnue d'intérêt général;

11° mise à la disposition du Roi;

12° l'accomplissement en temps de paix de certaines prestations militaires ou certains services en exécution de l'arrêté royal du 20 février 1980 portant coordination des lois relatives au statut des objecteurs de conscience;

13° congés pour maladie;

14° congés pour prestations réduites en cas de maladie ou d'invalidité;

15° congé pour raisons politiques;

16° congés prophylactiques, visés à l'article 192 du présent arrêté;

17° congés d'études ou pour présenter une épreuve et congés de formation.

Art. 145. Le fonctionnaire qui obtient un congé syndical et des dispenses de service en application de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des fonctionnaires relevant de ces autorités, reste en activité de service.

Art. 146. Le fonctionnaire qui participe à une cessation concertée du travail est en activité de service. La participation du fonctionnaire à une cessation concertée de travail ne peut entraîner pour ce fonctionnaire que la privation de son traitement.

Art. 147. Le fonctionnaire dont l'emploi est supprimé et qui doit être réaffecté à une autre fonction est en activité de service.

Section 3. — De la non-activité

Art. 148. Le fonctionnaire peut être mis en non-activité de plein droit.

Sauf dispositions contraires, le fonctionnaire dans cette position, n'a pas droit à son traitement, ni à son avancement dans son échelle de traitement et il ne peut faire valoir ses titres ni à la promotion, ni à l'attribution d'un mandat.

Art. 149. Le fonctionnaire est en non-activité de service, lorsqu'il s'absente pour les motifs suivants:

1° l'accomplissement en temps de paix de certaines prestations militaires ou de certains services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience visés à l'article 230;

2° l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général;

3° prestations réduites pour convenance personnelle.

Art. 150. La suspension disciplinaire place de plein droit le fonctionnaire dans la position administrative de non-activité.

Durant les périodes de suspension disciplinaire, le fonctionnaire ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement et peut subir une retenue de traitement. Cependant, la suspension disciplinaire ne peut donner lieu à une retenue de traitement supérieure à celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 151. Le fonctionnaire qui s'absente sans autorisation ou qui dépasse sans motif valable le terme de son congé se trouve de plein droit en non-activité.

Dans cette position il conserve ses titres à l'avancement de traitement. Toutefois, il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à la mutation pendant la durée de son absence irrégulière, ni bénéficier d'une promotion ou d'une mutation.

Art. 152. Sauf dans le cas visé à l'article 149, 3°, du présent arrêté, nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions de mise à la retraite.

Section 4. — De la disponibilité

Sous-section 1^{re}. — De la disponibilité pour maladie

Art. 153. Le fonctionnaire est placé d'office en disponibilité en cas de maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie.

Art. 154. Le fonctionnaire ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 155. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 236, le fonctionnaire qui est absent pour maladie après avoir atteint le nombre de jours de congé accordés en vertu de l'article 233 se trouve de plein droit en disponibilité pour maladie.

Il conserve ses titres à la promotion et à l'avancement dans son échelle de traitement.

L'article 237 est applicable au fonctionnaire en disponibilité pour maladie.

§ 2. Le fonctionnaire en disponibilité pour maladie reçoit un traitement d'attente égal à 60 % de son dernier traitement d'activité mensuel.

Toutefois, le montant de ce traitement d'attente ne peut en aucun cas être inférieur :

1° aux indemnités que l'intéressé obtiendrait dans la même situation si le régime de la sécurité sociale lui avait été applicable dès le début de son absence;

2° à la pension qu'il obtiendrait si, à la date de sa mise en disponibilité pour maladie, il avait été admis à la retraite anticipée pour cause d'incapacité physique.

§ 3. Le fonctionnaire a droit à un traitement d'attente mensuel égal au montant de son dernier traitement d'activité si l'affection dont il souffre est reconnue comme maladie grave et de longue durée par le service de contrôle médical désigné par le Collège. Ce droit entraîne une révision de la situation du fonctionnaire avec effet pécuniaire au jour où sa disponibilité pour maladie a débuté.

Art. 156. Le fonctionnaire qui est mis en disponibilité pour maladie subit chaque année un examen médical auprès du service de contrôle médical visé à l'article 242, dans le courant du mois correspondant à celui au cours duquel il a été mis en disponibilité.

Sauf cas de force majeure, si le fonctionnaire ne comparaît pas devant le service de contrôle médical visé à l'article 242 à l'époque fixée par l'alinéa 1^{er}, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution.

Le fonctionnaire est tenu de communiquer à l'administration et au service de contrôle médical une adresse dans le Royaume, où peuvent lui être signifiées les décisions qui le concernent.

Art. 157. Le fonctionnaire en disponibilité pour maladie, qui possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, réintègre les services du Collège et son emploi initial si celui-ci est compatible avec son état de santé.

Si, sans motif valable, il refuse d'occuper l'emploi qui lui est assigné, il est, après dix jours d'absence, démis d'office.

Art. 158. La disponibilité pour maladie ne met fin ni à l'interruption de la carrière professionnelle visée à l'article 166, ni au congé pour prestations réduites pour convenance personnelle, ni aux régimes du départ anticipé à mi-temps et de la semaine volontaire des quatre jours visés dans la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public.

Sous-section 2. — De la disponibilité pour convenance personnelle

Art. 159. § 1^{er}. Le fonctionnaire introduit auprès de l'Administrateur général, par la voie hiérarchique, une demande de mise en disponibilité pour convenance personnelle.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période au cours de laquelle le fonctionnaire est déclaré en disponibilité. Ce délai peut être réduit de commun accord.

Si le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins estime qu'il est nécessaire de maintenir le fonctionnaire au travail en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut proposer de reporter le début de la mise en disponibilité pour convenance personnelle à une date postérieure à celle choisie par le fonctionnaire sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréé le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à six mois.

§ 2. La disponibilité pour convenance personnelle est accordée pour une période de six mois au plus.

Cette période peut être prolongée par période de six mois au plus sans pouvoir dépasser une durée ininterrompue de vingt-quatre mois.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande du fonctionnaire introduite au moins un mois avant l'expiration de la période de disponibilité en cours.

Tout fonctionnaire dont l'absence excède la période pour laquelle la disponibilité a été accordée est considéré comme démissionnaire.

Art. 160. Le fonctionnaire placé en disponibilité pour convenance personnelle ne reçoit aucun traitement d'attente.

Il ne peut se prévaloir de maladies ou d'infirmités contractées durant sa période de disponibilité.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement.

Art. 161. Le fonctionnaire en disponibilité pour convenance personnelle réintègre les services du Collège et son emploi initial lorsqu'il reprend son activité.

CHAPITRE II. — *Des absences*

Art. 162. Le fonctionnaire ne peut s'absenter s'il n'a pas obtenu un congé ou une dispense de service.

Par dispense de service, il y a lieu d'entendre l'autorisation accordée au fonctionnaire de s'absenter pendant les heures de service pour une durée déterminée avec maintien de ses droits.

CHAPITRE III. — *Des congés dans le cadre de la redistribution du travail**Section 1^{re}. — Du départ anticipé à mi-temps.*

Art. 163. En vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du temps de travail dans le secteur public ainsi que toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient, le fonctionnaire a le droit de bénéficier du régime du départ anticipé à mi-temps.

Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit sa demande au moyen d'un formulaire dont le modèle est joint en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Section 2. — Du régime de la semaine volontaire des quatre jours

Art. 164. En vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du temps de travail dans le secteur public ainsi que toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient, le fonctionnaire occupé à temps plein a le droit d'effectuer, pendant une période ininterrompue d'au moins un an, quatre cinquièmes des prestations qui lui sont normalement imposées. Les prestations sont réparties sur quatre jours par semaine.

Art. 165. § 1^{er}. Le fonctionnaire titulaire d'un grade classé au rang 13 ou à un rang supérieur ne peut se prévaloir du droit à la semaine volontaire des quatre jours.

Il peut toutefois, moyennant l'autorisation préalable du Collège, après avis motivé du Conseil de direction, bénéficier du droit à la semaine volontaire des quatre jours dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis.

§ 2. Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit à la semaine volontaire des quatre jours introduit auprès de son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins une demande dont le modèle est établi à l'annexe 2 du présent arrêté.

La demande est introduite au moins trois mois avant le début de la période au cours de laquelle le fonctionnaire exercera ses prestations sur la base de la semaine des quatre jours. La période prend cours le premier jour d'un mois. Ce délai peut être réduit de commun accord.

Si le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins estime qu'il est nécessaire de maintenir le membre du personnel au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi, il peut proposer de reporter l'ouverture du droit à la semaine des quatre jours à une date postérieure à celle choisie par le fonctionnaire sans que la période écoulée entre la date choisie par ce dernier et celle qui agréé le supérieur hiérarchique puisse être supérieure à six mois.

§ 3. La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins. Le calendrier de travail proposé par le fonctionnaire est examiné en tenant compte du fonctionnement du service, ainsi que des demandes de travail à temps partiel introduites par les autres membres du personnel du service.

S'il ressort de cet examen que le calendrier de travail proposé par le fonctionnaire ne peut pas être accepté, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins communique à l'intéressé les raisons pour lesquelles le calendrier proposé est refusé. Il communique en même temps à l'intéressé les calendriers de travail qui peuvent être acceptés.

Le calendrier de travail peut être modifié de commun accord.

§ 4. La communication visée au paragraphe précédent est adressée au fonctionnaire dans les cinq jours ouvrables qui suivent l'introduction de la demande; passé ce délai, le calendrier de travail proposé par le fonctionnaire est considéré comme accepté.

§ 5. Le fonctionnaire dispose de cinq jours ouvrables à partir du jour qui suit celui où il a reçu la communication visée au § 3 pour renoncer à sa demande. S'il ne réagit pas dans ce délai, le calendrier de travail proposé en premier lieu par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins lui est applicable.

§ 6. Le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins peut inviter à tout moment le fonctionnaire qui a opté pour la semaine volontaire de quatre jours à modifier le calendrier de travail. Sans préjudice des §§ 3 à 5, le calendrier de travail ne peut être modifié que moyennant l'accord du fonctionnaire concerné.

§ 7. Le fonctionnaire peut mettre fin au régime de la semaine volontaire des quatre jours moyennant un préavis de trois mois, à moins qu'à la demande de l'intéressé, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins n'accepte un délai plus court.

§ 8. Le fonctionnaire qui fait usage du droit à la semaine volontaire des quatre jours perçoit un traitement correspondant aux prestations réduites. Ce traitement est majoré d'un complément de traitement mensuel de 70,15 EUR. Ce montant est relié à l'indice-pivot 138,01 à indexer. Le complément de traitement fait partie intégrante du traitement et est soumis aux cotisations de sécurité sociale ainsi qu'au précompte professionnel.

§ 9. Pendant la période durant laquelle le fonctionnaire n'a pas de prestations à fournir dans le cadre de la semaine volontaire des quatre jours, il ne peut exercer aucune activité professionnelle.

§ 10. Au cours de la période de la semaine volontaire de quatre jours, le fonctionnaire ne peut être autorisé à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit, sauf pour des raisons de santé. Il ne peut pas non plus se prévaloir d'un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

La période de la semaine volontaire des quatre jours est temporairement interrompue lorsque le fonctionnaire bénéficie d'une des absences suivantes :

1° congé de maternité;

2° congé parental;

3° congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

4° congé pour présenter sa candidature aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils régionaux et communautaires ou des conseils provinciaux;

5° congé d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officieuse;

6° congé pour interruption de la carrière professionnelle en vue de donner des soins palliatifs;

7° congé pour interruption de la carrière professionnelle à l'occasion de la naissance de son enfant.

8° congé pour soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade.

Un fonctionnaire absent en raison d'un des congés visés à l'alinéa 2 n'est plus soumis, pendant son absence, aux dispositions de la semaine volontaire des quatre jours mais est soumis aux dispositions qui régissent le congé dont il bénéficie.

CHAPITRE IV. — *Du congé pour interruption de carrière.*

Art. 166. § 1^{er}. L'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations et toute autre disposition qui le modifierait ou le remplacerait s'appliquent aux fonctionnaires.

§ 2. Si la demande émane d'un fonctionnaire revêtu du grade de conseiller-chef de service ou de celui de directeur d'administration, elle doit nécessairement viser une interruption de carrière à temps plein.

§ 3. Les fonctionnaires visés au § 2 doivent préalablement introduire une demande motivée auprès de l'autorité dont ils relèvent.

Cette demande est soumise au Conseil de direction qui est tenu d'émettre un avis motivé y relatif dans le délai d'un mois en veillant particulièrement au respect du bon fonctionnement des services. Le Collège statue dans le délai d'un mois.

§ 4. Le présent article ne s'applique pas aux fonctionnaires titulaires d'un mandat.

CHAPITRE V. — *Des congés de courte durée*

Section 1^{re}. — Des vacances annuelles

Art. 167. Le fonctionnaire a droit à 35 jours ouvrables par an de congé de vacances.

Ce nombre de 35 jours ouvrables passe à 36 après cinq années d'ancienneté de service et à 37 après dix années d'ancienneté de service.

Il jouit d'un congé annuel de vacances supplémentaire dont la durée est fixée comme suit selon l'âge :

1° à 60 ans : un jour ouvrable,

2° à 61 ans : deux jours ouvrables,

3° à 62 ans : trois jours ouvrables,

4° à 63 ans : quatre jours ouvrables,

5° à 64 ans : cinq jours ouvrables.

Art. 168. Les congés de vacances sont pris selon les convenances du fonctionnaire tout en tenant compte des nécessités du service. Le fonctionnaire a droit à un congé de vacances d'au moins dix jours ouvrables consécutifs.

Art. 169. Le fonctionnaire a le droit de prendre, dans les limites des 35 jours ouvrables, quatre jours ouvrables de congé, sans que l'intérêt du service puisse lui être opposé, pour prendre soin d'une personne habitant sous son toit qui est victime d'une maladie ou d'un accident.

Par personne vivant sous le même toit, il faut entendre : le conjoint, la personne avec laquelle il vit en couple, un parent soit du fonctionnaire, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple, une personne accueillie en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse. Le fonctionnaire doit produire un certificat médical attestant :

1° la maladie ou l'accident;

2° la nécessité impérieuse de la présence du fonctionnaire.

Art. 170. Si le fonctionnaire a utilisé les quatre jours ouvrables visés à l'article 169, alinéa premier ou s'il a utilisé intégralement les jours ouvrables prévus à l'article 167, il a droit à deux jours ouvrables supplémentaires pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions qu'à l'article 169.

Art. 171. § 1^{er}. Les membres du personnel qui exercent une des fonctions énumérées ci-après bénéficient de six jours de congé annuel supplémentaires par rapport au nombre de jours de congé annuel de vacances visé à l'article 167 du présent arrêté à la double condition qu'ils exercent et continuent d'exercer leurs fonctions sur un campus d'enseignement et que le congé annuel de vacances soit entièrement pris pendant les périodes de vacances scolaires.

Dès que l'une des deux conditions énumérées à l'alinéa premier n'est plus remplie, le membre du personnel concerné perd définitivement le bénéfice des six jours de congé annuels supplémentaires.

Toutefois le membre du personnel qui, en raison d'une maladie ou d'un accident de travail, est en congé durant les périodes de vacances scolaires et qui est de ce fait empêché de prendre ses vacances annuelles durant cette période, ne perd pas le bénéfice des six jours de congé supplémentaires.

§ 2. Le personnel occupé dans les secteurs ou services suivants dans les écoles et dont l'emploi est en relation directe avec l'outil pédagogique bénéficie de six jours de congé supplémentaires :

- 1° secrétariat-comptabilité;
- 2° horticulture;
- 3° cuisine;
- 4° économat;
- 5° personnel de lingerie;
- 6° chauffeurs;
- 7° laboratoire;
- 8° préposés à l'entretien;
- 9° centre PMS;

Le personnel occupé dans les secteurs ou services suivants sur le campus du CERIA et dont l'emploi est en relation directe avec l'outil pédagogique bénéficie de six jours de congé supplémentaires :

- 1° free-flow;
- 2° économat;
- 3° appariteurs;
- 4° personnel de lingerie.

Art. 172. Le congé annuel est pris dans l'année civile, selon les modalités fixées par l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint.

Les modalités du report de jours de vacances non utilisés sont fixées par l'administrateur général ou l'administrateur général adjoint, après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

Art. 173. § 1^{er}. Hormis les congés annuels de vacances supplémentaires visés à l'article 167 dont la durée est fixée selon l'âge, les vacances annuelles sont réduites à due concurrence :

- 1° lorsque le fonctionnaire entre en service dans le courant de l'année ou démissionne de ses fonctions;
- 2° lorsqu'il obtient au cours de l'année des congés :
 - a. pour accomplir un stage ou une période d'essai auprès d'un autre service public;
 - b. pour exécuter un mandat dans un service public belge;
 - c. pour présenter sa candidature aux élections législatives, provinciales, régionales, européennes et communales;
 - d. en raison d'un départ anticipé à mi-temps;
 - e. en application de la semaine volontaire de quatre jours;
 - f. pour interruption de la carrière professionnelle;
 - g. lorsque le fonctionnaire est en congé pour mission;
 - h. lorsque le fonctionnaire est mis à la disposition du Roi;
 - i. lorsque le fonctionnaire est en congé politique facultatif ou d'office.

§ 2. Les absences pendant lesquelles le fonctionnaire se trouve en position de non-activité ou de disponibilité donnent également lieu à une réduction proportionnelle du congé de vacances.

Le nombre de jours est toujours calculé par demi-jour ou par jour complet. Ce nombre est arrondi au demi-jour ou au jour complet supérieur.

Art. 174. Les jours de vacances fixés dans la présente section sont suspendus en cas de maladie pour autant que le contrôle médical soit possible.

Art. 175. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Il en est de même pour les deux jours supplémentaires prévus à l'article 170 et des six jours supplémentaires prévus à l'article 171.

Section 2. — Des jours fériés.

Art. 176. § 1^{er}. Le fonctionnaire est en congé les jours fériés légaux, ainsi que les 27 septembre, 2 et 15 novembre et le 26 décembre. Un demi-jour de congé compensatoire est accordé en substitution du congé du 22 juillet après-midi.

Les jours de congé visés à l'alinéa 1^{er} qui coïncident avec un samedi ou un dimanche sont pris selon les convenances du fonctionnaire tout en tenant compte des nécessités du service.

§ 2. Le fonctionnaire qui en vertu du régime de travail qui lui est applicable ou en raison des nécessités du service, est obligé de travailler l'un des jours mentionnés au § 1^{er} obtient en substitution des jours de vacances qui peuvent être pris aux mêmes conditions que le congé annuel de vacances.

§ 3. Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activité de service.

Section 3. — Du congé exceptionnel.

Art. 177. Un congé exceptionnel est accordé dans les limites fixées ci-après :

- 1° le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service : 2 jours ouvrables;
- 2° la participation à un jury de Cour d'assises et ce, pour la durée de la session.

Art. 178. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

*Section 4. — Du congé pour raisons familiales**Sous-section 1^{re}. — Des congés de circonstance.*

Art. 179. Le fonctionnaire obtient, dans les limites fixées ci-après et au plus tard dans les trois mois de leur survenance, un congé à l'occasion des événements suivants :

- 1° le mariage du fonctionnaire ou la célébration de cohabitation légale : quatre jours ouvrables;
- 2° l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple au moment de l'événement : quatorze jours ouvrables;
- 3° le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vivait en couple : 4 jours ouvrables;
- 4° le décès d'un parent au premier degré soit du fonctionnaire, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple : quatre jours ouvrables;
- 5° le mariage ou la célébration de cohabitation légale d'un enfant du fonctionnaire ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple : deux jours ouvrables;
- 6° le décès d'un parent, à quelque degré que ce soit, soit du fonctionnaire, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple, habitant sous le même toit que le fonctionnaire : deux jours ouvrables;
- 7° le décès d'un parent ou allié jusqu'au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que le fonctionnaire : un jour ouvrable;
- 8° le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde épouse du père, d'un petit-enfant du fonctionnaire : un jour ouvrable.

La demande doit être appuyée par un document officiel.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence.

Art. 180. Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi-jour.

Art. 181. Ces congés sont assimilés à une période d'activité de service.

Sous-section 2. — Du congé pour des motifs impérieux d'ordre familial

Art. 182. Le fonctionnaire a droit à un congé de maximum 45 jours ouvrables par année civile en raison de :

- 1° l'hospitalisation d'une personne habitant sous le même toit que le fonctionnaire ou d'un parent ou allié au premier degré n'habitant pas sous le même toit que le fonctionnaire;
- 2° l'assistance à une personne alitée habitant sous le même toit que le fonctionnaire ou à un parent ou allié au premier degré alité n'habitant pas sous le même toit que le fonctionnaire, qui doit recevoir des soins particuliers en raison de son état de santé;
- 3° la garde d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de 15 ans;
- 4° la garde d'un enfant handicapé sans limite d'âge.

Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence.

La demande visant un congé prévu au 3° et 4° doit être introduite un mois avant le début de ce congé; ce délai peut être réduit de commun accord.

Art. 183. Ce congé peut être pris par jour entier ou par demi-jour.

Art. 184. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Sous-section 3. — Du congé parental

Art. 185. Un congé parental de trois mois est accordé au fonctionnaire en activité de service, après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Ce congé doit être pris avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de 10 ans. Le congé ne peut être fractionné que par mois et ne peut être pris que par jour entier. A l'issue du congé parental, le fonctionnaire a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire.

Art. 186. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Sous-section 4. — Du congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle

Art. 187. Le fonctionnaire peut obtenir un congé lorsqu'un enfant de moins de dix ans est accueilli dans sa famille en vue de son adoption ou de sa tutelle officielle.

La durée maximum du congé est de quatre semaines si l'enfant accueilli a atteint l'âge de trois ans et de six semaines s'il n'a pas encore atteint cet âge.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant accueilli est handicapé et satisfait aux conditions requises pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Art. 187/1. Le fonctionnaire qui désire bénéficier de ce congé communique au Fonctionnaire dirigeant la date à laquelle le congé prendra cours et sa durée. Cette communication se fait par écrit au moins un mois avant le début du congé à moins qu'un délai plus court ne soit accordé à la demande de l'intéressé.

Le fonctionnaire doit présenter les documents suivants :

- 1° une attestation, délivrée par l'autorité centrale compétente de la Communauté, qui confirme l'attribution de l'enfant au fonctionnaire pour obtenir le congé de 3 semaines au plus avant que l'enfant ne soit accueilli dans la famille;
- 2° une attestation qui confirme l'inscription de l'enfant au registre de la population ou au registre des étrangers pour pouvoir prendre le congé restant.

Art. 188. Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Section 5. — Protection de la maternité

Art. 189. § 1^{er}. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. La rémunération due pour la période pendant laquelle le fonctionnaire féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-neuf semaines en cas de naissance multiple.

La rémunération due pour la prolongation du congé postnatal accordée en application de l'article 189/2 ne peut couvrir plus d'une semaine. La rémunération due pour la prolongation du repos postnatal accordé en application de l'article 189/8 ne peut couvrir plus de 24 semaines.

§ 3. Les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les cinq semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative du fonctionnaire féminin.

Le présent paragraphe est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les sept semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement.

§ 4. Lorsque le fonctionnaire féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, le fonctionnaire féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation au paragraphe 2 du présent article, la rémunération est due.

§ 5. A la demande du fonctionnaire féminin, le congé de maternité est, en application de l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 prolongé, après la neuvième semaine, d'une période dont la durée est égale à la durée de la période au cours de laquelle elle a continué à travailler à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue. En cas de naissance prématurée, cette période est réduite à concurrence des jours pendant lesquels elle a travaillé pendant la période de sept jours qui précède l'accouchement.

Art. 189/1. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines ou, en cas de naissance multiple, pendant les huit semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l'article 176;
- 3° les congés visés aux articles 169, 170 et 179;
- 4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 5° les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article 189, § 3.

Art. 189/2. A la demande du fonctionnaire féminin, la période d'interruption de travail est prolongée, après la neuvième semaine, d'une période d'une semaine, lorsque le fonctionnaire féminin a été absent pour maladie pendant l'ensemble de la période à partir de la sixième semaine avant la date réelle de l'accouchement ou à partir de la huitième semaine lorsqu'une naissance multiple est attendue.

En cas de naissance multiple, à la demande du fonctionnaire féminin, la période d'interruption de travail après la neuvième semaine, éventuellement prolongée, est prolongée au maximum d'une période de deux semaines.

Art. 189/3. Conformément à l'article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les deux dernières semaines de la période de repos postnatal peuvent être converties, à sa demande, en jours de congé de repos postnatal, lorsque le fonctionnaire féminin peut prolonger la période d'interruption de travail d'au moins deux semaines après la neuvième semaine.

Au plus tard quatre semaines avant la fin de la période obligatoire de repos postnatal, l'agent féminin informe par écrit l'autorité dont elle relève de la conversion et du planning visés à l'article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971.

Conformément à l'article 39, alinéa 3, de la loi sur le travail du 16 mars 1971, les jours de congé de repos postnatal doivent être pris dans les huit semaines à compter de la fin de la période ininterrompue de repos postnatal.

Les jours de congé de repos postnatal sont assimilés à une activité de service.

Art. 189/4. § 1^{er}. En période de grossesse ou d'allaitement, les fonctionnaires féminins ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 37 h 30 m par semaine.

§ 2. Le fonctionnaire féminin qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de l'article 18 de la loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 189/5. L'article 189 ne s'applique pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation.

Art. 189/6. § 1^{er}. Si la mère de l'enfant décède lors de l'accouchement ou durant le congé de maternité ou si elle est hospitalisée à nouveau, le père de l'enfant ou le fonctionnaire avec lequel la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant obtient, à sa demande, un congé en remplacement du congé de maternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé en remplacement du congé de maternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. Le fonctionnaire qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début de congé en remplacement du congé de maternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, le fonctionnaire qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant peut bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité aux conditions suivantes :

- 1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
- 2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

§ 4. Le congé en remplacement du congé de maternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par sa mère.

§ 5. Le fonctionnaire qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

Art. 189/7. Le congé en remplacement du congé de maternité accordé au père de l'enfant ou à la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

Art. 189/8. Dans le cas où, après les sept premiers jours à compter de sa naissance, le nouveau-né doit rester dans l'établissement hospitalier, le congé de repos postnatal peut, à la demande du fonctionnaire féminin, être prolongé d'une durée égale à la période pendant laquelle son enfant est resté hospitalisé après les sept premiers jours. La durée de cette prolongation ne peut dépasser vingt-quatre semaines. A cet effet, le fonctionnaire féminin remet à l'autorité dont elle relève :

1° à la fin de la période de repos postnatal, une attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né est resté hospitalisé après les sept premiers jours à dater de sa naissance et mentionnant la durée de l'hospitalisation;

2° le cas échéant, à la fin de la période de prolongation qui résulte des dispositions prévues dans le présent alinéa, une nouvelle attestation de l'établissement hospitalier certifiant que le nouveau-né n'a pas encore quitté l'établissement hospitalier et mentionnant la durée de l'hospitalisation.

Art. 189/9. Le fonctionnaire féminin peut obtenir à sa demande une dispense de service pour subir des examens médicaux prénatals qui ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 189/10. § 1^{er}. Le fonctionnaire a droit à une dispense de service afin d'allaiter son enfant au lait maternel et/ou de tirer son lait jusqu'à sept mois après la naissance de l'enfant.

Dans des circonstances exceptionnelles liées à l'état de santé de l'enfant, attestées par un certificat médical, la période totale pendant laquelle le fonctionnaire a le droit de prendre des pauses d'allaitement peut être prolongée de deux mois maximum.

§ 2. La pause d'allaitement dure une demi-heure. Le fonctionnaire qui preste quatre heures ou plus par journée de travail a droit à une pause à prendre pendant ce même jour. Le fonctionnaire qui preste au moins sept heures et demie par journée de travail a droit à deux pauses à prendre ce même jour. Lorsque le fonctionnaire a droit à deux pauses au cours de la journée de travail, elle peut les prendre en une ou deux fois sur cette même journée.

La durée de la ou des pause(s) d'allaitement est incluse dans la durée des prestations de la journée de travail.

Le(s) moment(s) de la journée au(x)quel(s) le fonctionnaire peut prendre la ou les pause(s) d'allaitement est (sont) à convenir entre le fonctionnaire et son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins. Le fonctionnaire qui souhaite obtenir le bénéfice des pauses d'allaitement avertit par écrit deux semaines à l'avance son supérieur hiérarchique de rang 13 au moins, à moins que celui-ci n'accepte de réduire ce délai à la demande de l'intéressée.

Le droit aux pauses d'allaitement est accordé moyennant la preuve de l'allaitement. La preuve de l'allaitement est, à partir du début de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement apportée, au choix du fonctionnaire, par une attestation d'un centre de consultation des nourrissons (O.N.E., Kind en Gezin ou Dienst für Kind und Familie) ou par un certificat médical.

Une attestation ou un certificat médical doit ensuite être remis par le fonctionnaire chaque mois à l'autorité dont elle relève, à la date anniversaire de l'exercice du droit aux pauses d'allaitement.

Section 6. — Du congé pour raisons médicales ou humanitaires

Art. 190. Le fonctionnaire obtient un congé pour don de :

- 1° sang : à concurrence d'un jour;
- 2° plasma sanguin : à concurrence d'un demi-jour;
- 3° plaquettes : à concurrence d'un jour.

Ce congé peut être pris soit le jour même, soit le lendemain, avec un maximum cumulé de quatre jours ouvrables par an.

Le fonctionnaire doit fournir la preuve de son don de sang, de plasma ou de plaquettes.

Art. 191. Le fonctionnaire obtient un congé pour don de moelle osseuse, d'organes ou de tissus.

La durée de ce congé est celle requise par l'hospitalisation et la convalescence. Le temps nécessaire pour effectuer les examens médicaux préalables peut également être pris en compte.

La demande doit être appuyée par un certificat médical.

Art. 192. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle il vit en couple ou un membre de leur famille, habitant sous le même toit que le fonctionnaire est atteint d'une maladie dont son médecin établit la gravité et le haut degré de contagiosité, ce médecin doit contacter le médecin chef du centre médical du service de contrôle médical dont relève le fonctionnaire afin de déterminer de commun accord les mesures préventives les mieux appropriées, en ce compris la chimioprophylaxie et les congés éventuels.

Art. 193. Le fonctionnaire peut obtenir un congé pour :

- 1° suivre les cours de l'école du corps de la protection civile;
- 2° effectuer en temps de paix des prestations en qualité d'engagé volontaire auprès de ce corps.

Art. 194. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, le fonctionnaire peut obtenir un congé de maximum cinq jours ouvrables par an pour accompagner des handicapés et des malades ou pour effectuer d'autres missions humanitaires au cours de voyages et de séjours en Belgique ou à l'étranger.

Ces voyages ou séjours doivent être organisés par un organisme public ou une association dont la mission est la prise en charge de handicapés, de malades ou l'action humanitaire. L'organisme ou l'association doit être reconnue par l'Etat belge ou par une de ses entités fédérées.

La demande de congé doit être appuyée par une attestation par laquelle l'association ou l'institution certifie que le voyage ou le séjour est placé sous sa responsabilité.

Art. 195. Ces congés sont rémunérés et assimilés à une période d'activité de service.

Section 7. — Du congé d'étude et du congé pour présenter une épreuve

Sous-section 1^{re}. — Du congé d'étude

Art. 196. L'administrateur général peut octroyer un congé d'étude au fonctionnaire pour lui permettre de préparer une épreuve qui comporte une matière à étudier.

Art. 197. Le fonctionnaire qui s'est inscrit à une sélection organisée par le SELOR à la demande de la Commission communautaire française peut obtenir un congé d'étude de maximum trois jours.

Le fonctionnaire qui s'est inscrit à une sélection organisée par le SELOR à l'initiative de l'Etat fédéral ou d'une entité fédérée autre que la Commission communautaire française peut obtenir un congé d'étude de maximum trois jours, pour autant que la Commission communautaire ne dispose pas d'une réserve de recrutement similaire.

Le fonctionnaire qui s'est inscrit à une épreuve d'un concours d'accès aux niveaux 2, 2+ ou 1 peut obtenir un congé d'étude de maximum 5 jours, pour autant qu'il ait participé, à l'exception du cas de force majeure, à au moins 80 % des séances de formation.

Le fonctionnaire qui a participé à la formation organisée dans le cadre de l'avancement aux rangs 25 ou 35 bénéficie d'un congé d'étude d'un demi-jour pour préparer l'évaluation de l'acquis qui clôture chacun des modules.

Le fonctionnaire qui a participé à une formation de 3^e cycle reconnue pour l'avancement aux rangs 13 et 15 peut obtenir un congé d'étude de maximum 5 jours par semestre pour préparer les examens et les travaux qui en tiennent lieu. Le congé d'étude ne peut lui être accordé plus de deux fois pour un même examen.

Le fonctionnaire qui a suivi une formation de perfectionnement professionnel peut bénéficier d'un congé d'étude de maximum trois jours pour préparer un examen qui clôture cette formation.

En dérogation à l'alinéa 1^{er} et alinéa 5, aucun congé d'étude n'est octroyé pour préparer :

- les épreuves complémentaires d'une sélection organisée par la Commission communautaire française;
- le mémoire qui clôture une formation de 3^e cycle reconnue pour l'avancement aux rangs 13 et 15.

Art. 198. La durée du congé d'étude est fixée par l'Administrateur général, sur proposition du service chargé de la Formation, en fonction de l'ampleur et de la difficulté de la matière.

Pour le fonctionnaire qui travaille à temps partiel, le congé d'étude est réduit prorata temporis.

Le congé d'étude doit être pris avant l'épreuve : il est fixé de commun accord avec le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins du fonctionnaire en tenant compte des nécessités de service.

Dans l'hypothèse où le fonctionnaire ne présenterait pas l'épreuve ou ne fournirait pas la preuve de sa participation dans les dix jours qui suivent l'épreuve, les jours éventuels d'absence seront convertis d'office en jours de congé annuel de vacances, à l'exception du cas de force majeure.

Sous-section 2. — Du congé pour présenter une épreuve

Art. 199. § 1^{er}. Le fonctionnaire bénéficie d'une dispense de service pour présenter :

- une épreuve d'une sélection organisée par le SELOR à la demande de la Commission communautaire française;
- une épreuve d'une sélection organisée à l'initiative d'un autre pouvoir que la Commission communautaire française, pour autant que la Commission communautaire française ne dispose pas d'une réserve de recrutement similaire;
- une épreuve organisée dans le cadre d'un concours d'accès aux niveaux 2, 2+ ou 1;
- une évaluation de l'acquis organisée dans le cadre de l'avancement aux rangs 25 ou 35;
- une épreuve ou la défense orale du mémoire organisées dans le cadre d'une formation de troisième cycle reconnue pour l'avancement aux rangs 13 et 15;
- l'épreuve clôturant la formation de perfectionnement professionnel.

§ 2. Le fonctionnaire bénéficie d'un congé de récupération lorsque l'épreuve se déroule en dehors de ses heures de service.

Le congé de récupération doit être pris le premier jour de travail qui suit l'épreuve. Si les nécessités du service l'imposent, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins peut déroger à cette règle. Le congé de récupération ne peut toutefois pas être reporté au-delà du mois qui suit l'épreuve.

§ 3. La dispense de service ou le congé de récupération est d'un demi-jour ou d'un jour complet selon que la durée annoncée de l'épreuve est inférieure ou non à trois heures.

§ 4. Dans l'hypothèse où le fonctionnaire ne présenterait pas l'épreuve ou ne fournirait pas la preuve de sa participation dans les dix jours qui suivent l'épreuve, le jour éventuel d'absence sera converti d'office en jour de congé annuel de vacances, à l'exception du cas de force majeure.

Section 8. — Du congé pour formation

Sous-section 1^{re}. — De la formation de carrière

Art. 200. § 1^{er}. Le fonctionnaire bénéficie d'une dispense de service pour participer à une formation organisée dans le cadre de :

- l'accès aux niveaux 2, 2+ ou 1;
- l'avancement aux rangs 25 ou 35;
- l'avancement aux rangs 13 et 15.

§ 2. Le fonctionnaire bénéficie d'un congé de récupération, lorsque la formation se déroule en dehors de ses heures de service.

Pour le fonctionnaire qui travaille à temps partiel, le congé de récupération est réduit prorata temporis.

Le congé de récupération doit être pris dans le mois qui suit la formation. Si les nécessités du service l'imposent, le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins peut déroger à cette règle. Le congé de récupération ne peut toutefois pas être reporté au-delà du troisième mois qui suit la formation.

Art. 201. Le droit à la dispense de service ou au congé de récupération pour suivre une formation de 3^e cycle reconnue pour l'avancement aux rangs 13 et 15 est limité à deux essais sur l'ensemble de la carrière.

Sous-section 2. — De la formation de perfectionnement professionnel

Art. 202. § 1^{er}. La formation de perfectionnement professionnel est une formation courte qui améliore directement la pratique quotidienne du fonctionnaire. Elle est proposée ou imposée par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins et le service chargé de la Formation, ou est autorisée par ces derniers à la suite d'une proposition du fonctionnaire.

§ 2. Les formations de base et recyclages de secouristes et d'équipiers de première intervention sont assimilées à des formations de perfectionnement professionnel.

§ 3. Le fonctionnaire suit la formation de perfectionnement professionnel pendant ses heures de service ou bénéficie d'un congé de récupération si elle se déroule en dehors de celles-ci.

Le congé de récupération doit être pris dans le mois qui suit la formation. Si les nécessités du service l'imposent, le Supérieur hiérarchique de rang 13 au moins peut déroger à cette règle. Le congé de récupération ne peut toutefois être reporté au-delà du troisième mois qui suit la formation.

§ 4. Les frais d'inscription et de déplacement sont pris en charge par le service chargé de la Formation.

Les syllabus et la documentation sont à charge du service chargé de la formation, s'ils s'avèrent indispensables au suivi de la formation. Ils deviennent dans ce cas la propriété de la Commission communautaire française.

§ 5. L'inscription du fonctionnaire à une formation implique son engagement formel à suivre la formation, que celle-ci soit choisie à l'initiative du fonctionnaire ou qu'elle lui soit imposée.

Si le fonctionnaire est empêché d'y assister, il doit immédiatement communiquer la justification de son absence au service chargé de la formation. A défaut, les frais engagés pour cette formation pourront être mis à sa charge et récupérés par le Collège.

Sous-section 3. — De la formation professionnelle volontaire

Art. 203. § 1^{er}. Peut bénéficier d'un congé de formation, le fonctionnaire qui prend l'initiative de suivre les formations suivantes :

- a. les cours de l'enseignement à distance du ministère de la Communauté française;
- b. les cours de l'enseignement de promotion sociale, organisés par la Commission communautaire française;
- c. les cours de l'enseignement de promotion sociale, organisés, subventionnés ou reconnus par la Communauté française;
- d. les cours des universités et des hautes écoles organisées, subventionnées ou reconnues par la Communauté française

Ces formations doivent être reconnues comme des formations professionnelles. Il faut entendre par formation professionnelle, toute formation qui correspond :

- soit avec la fonction actuelle du fonctionnaire;
- soit avec une fonction permanente existant dans les services du Collège.

§ 2. Le congé de formation est accordé par le fonctionnaire dirigeant, sur proposition du service chargé de la formation, après avis du supérieur hiérarchique de rang 13 au moins du fonctionnaire.

Le congé de formation peut être refusé totalement ou partiellement si l'absence qu'il implique est incompatible avec l'intérêt du service. Un refus motivé par l'intérêt du service ne peut être opposé au fonctionnaire deux années consécutives.

Le droit au congé de formation est limité à deux congés de formation pour un même niveau d'études, toutes sections confondues. Pour l'enseignement à distance, il ne peut être accordé qu'une seule fois pour un même programme d'études.

§ 3. La durée du congé de formation est égale au nombre d'heures de cours tout en étant limitée à 120 heures maximum par année scolaire et par année d'étude en cas de répartition des cours d'une année d'études sur deux années scolaires

Pour l'enseignement à distance, le nombre d'heures à prendre en considération pour l'octroi du congé de formation figure sur le bulletin d'inscription.

Par année scolaire, on entend la période du 1^{er} septembre au 30 septembre de l'année suivante.

Le nombre d'heures accordées est diminué proportionnellement à certains congés obtenus durant la période concernée et en cas de travail à temps partiel.

§ 4. Le congé de formation est accordé moyennant un contrôle de l'inscription et un contrôle de l'assiduité. Ces contrôles se font sur la base d'une attestation d'inscription et d'une attestation d'assiduité que le fonctionnaire est tenu de produire.

Si le fonctionnaire abandonne prématurément la formation, le congé de formation prend fin à ce moment. Dans ce cas, l'agent signale immédiatement son abandon au service chargé de la Formation et lui transmet l'attestation d'assiduité.

Le fonctionnaire ne peut être absent sans raison légitime à plus d'un cinquième de la formation. Le droit à un congé de formation est suspendu si l'attestation d'assiduité fait apparaître que l'agent n'a pas suivi régulièrement la formation pour laquelle il a obtenu un congé de formation. La suspension s'étend à la partie restante de l'année scolaire et aux trois années scolaires suivantes.

§ 5. Pour les formations qui nécessitent la présence au cours, le congé de formation doit être utilisé pendant les périodes de cours ou d'examen.

La répartition des heures est fixée de commun accord avec le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins en fonction des nécessités de service. Cette répartition ne peut porter atteinte au droit de l'agent de participer aux cours et examens.

§ 6. Le service chargé de la formation prend en charge les frais d'inscription plafonnés forfaitairement à 400 euros. Les autres frais sont à charge du fonctionnaire.

CHAPITRE VI. — *Des congés de longue durée*

Section 1^{re}. — Prestations réduites pour convenance personnelle

Art. 204. § 1^{er}. Ont droit aux prestations réduites pour convenance personnelle, les fonctionnaires titulaires d'un grade de recrutement ou d'un grade de promotion en carrière plane obtenu en application de l'article 59 du présent arrêté.

Peuvent bénéficier de ces congés les fonctionnaires titulaires d'un grade de promotion obtenu en application de l'article 54 du présent arrêté, moyennant l'autorisation de l'administrateur général ou de l'administrateur général adjoint.

Sont exclus de ces congés les fonctionnaires titulaires d'un mandat.

§ 2. Le fonctionnaire est tenu d'accomplir ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées

Les prestations réduites pour convenance personnelle s'effectuent soit chaque jour, soit selon une autre répartition fixée sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'administrateur général peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

Les prestations réduites doivent toujours prendre cours au début du mois.

Art. 205. La demande est introduite par la voie hiérarchique au moins trois mois avant le début de la période où le fonctionnaire exerce ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle. Ce délai peut être réduit de commun accord, sans toutefois être inférieur à un mois.

Art. 206. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, l'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus. Des prolongations de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus peuvent être accordées.

Chaque prolongation est subordonnée à une demande du fonctionnaire, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

Art. 207. La répartition des prestations fait l'objet d'une concertation entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins et le directeur d'administration dont il dépend. Le calendrier de travail est examiné en tenant compte du fonctionnement du service, ainsi que des demandes de travail à temps partiel introduites par les autres membres du personnel du service.

Art. 208. Le fonctionnaire peut reprendre ses fonctions à temps plein avant l'expiration de la période accordée moyennant un préavis d'un mois.

Art. 209. L'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites est suspendue dès que le fonctionnaire obtient un des congés suivants :

1° congé de maternité, congé en remplacement du congé de maternité, congé parental et congé d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse;

2° congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

3° congé pour effectuer en temps de paix des prestations au corps de protection civile;

4° congé pour présenter sa candidature aux élections;

5° congé en vue de l'accomplissement en temps de paix de certaines prestations militaires ou certains services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience;

6° congés pour lui permettre d'accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;

7° congé pour mission;

8° congé syndical du délégué permanent tel que visé à l'article 77, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des fonctionnaires relevant de ces autorités;

9° congé pour interruption de la carrière professionnelle en application de l'arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations;

10° départ anticipé à la retraite à mi-temps;

11° congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu;

12° congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel;

13° congé pour exercer un mandat politique.

Art. 210. § 1^{er}. Le fonctionnaire bénéficie du traitement dû en raison des prestations réduites. Le traitement du fonctionnaire qui a atteint l'âge de cinquante ans et du fonctionnaire qui a la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans accomplis, est augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies.

§ 2. Durant la période d'absence, le fonctionnaire est en non-activité. Toutefois, le fonctionnaire peut faire valoir ses titres à la promotion. Sauf le cas de la promotion par carrière plane visé à l'article 59 du présent arrêté, la promotion à un grade supérieur met fin d'office à l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites.

Section 2. — Du congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public

Art. 211. Le fonctionnaire obtient un congé pour accomplir un stage ou effectuer une période d'essai dans un emploi d'un service public.

Un emploi dans l'enseignement subventionné ou l'enseignement universitaire est assimilé à un emploi dans un service public.

Art. 212. La demande est introduite au moins un mois avant le début de la période de congé par la voie hiérarchique.

Le congé est accordé pour la période correspondant à la durée du stage ou de la période d'essai.

Art. 213. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Section 3. — Du congé pour mission

Sous-section 1^{re}. — Du congé pour mission

Art. 214. § 1^{er}. Le Collège peut, avec l'accord du fonctionnaire, charger ce dernier d'une mission.

§ 2. Un fonctionnaire peut également, avec l'accord du Collège, accepter une mission :

1° auprès d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Commission communautaire française;

2° auprès d'un ministère ou d'un organisme d'intérêt public qui dépend de l'autorité fédérale, d'une Région, d'une Communauté, de la Commission communautaire commune ou de la Commission communautaire flamande;

3° internationale exercée en dehors de la Belgique, confiée soit par un des Gouvernements du Royaume ou une administration publique belge, soit par un Gouvernement étranger ou une administration publique étrangère;

4° internationale exercée en Belgique ou ailleurs, auprès d'une institution internationale;

5° dans un pays en voie de développement.

§ 3. Le fonctionnaire désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est mis d'office en congé pour mission pour la durée du mandat.

Art. 215. La mission est reconnue d'intérêt général lorsque les fonctions exercées rentrent dans le champ de compétences *ratione materiae* de la Commission communautaire française et présentent un intérêt prépondérant pour le Collège ou ses services.

Art. 216. La mission est également reconnue d'intérêt général lorsqu'elle présente un intérêt prépondérant et direct pour le Collège ou ses services.

Art. 217. Toute mission perd de plein droit son caractère d'intérêt général à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le fonctionnaire a atteint une ancienneté de service suffisante pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une pension immédiate ou différée à charge du gouvernement étranger, de l'administration publique étrangère ou de l'organisme international au profit duquel la mission est accomplie.

Art. 218. Le Collège, avec l'assentiment du fonctionnaire concerné, confie ou agréé la mission pour une période de deux ans au plus. Il peut, à chaque fois, la prolonger au maximum de la même durée.

Art. 219. Moyennant un délai de préavis d'au moins trois mois et de six mois au plus, le Collège peut, à tout moment, mettre un terme à la mission qu'il a confiée ou agréée.

Dans les mêmes conditions, le fonctionnaire peut mettre un terme à la mission dont il a été chargé.

Art. 220. Le fonctionnaire dont la mission vient à expiration ou à laquelle il a été mis fin, réintègre les services du Collège.

Si sans motif valable il refuse ou néglige de le faire, il est, après dix jours ouvrables d'absence, considéré comme démissionnaire.

Art. 221. Le fonctionnaire qui n'a pas été remplacé dans son emploi, occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité.

Art. 222. Pendant la durée de la mission reconnue d'intérêt général, le fonctionnaire est placé en congé.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Art. 223. Pendant la durée d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général, le fonctionnaire est placé en non-activité.

Sous-section 2. — De la mise à la disposition du Roi

Art. 224. Le Collège peut, par arrêté individuel, mettre un fonctionnaire, moyennant son accord, à la disposition du Roi, d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique.

Art. 225. Le Collège autorise la mise à la disposition pour deux ans au plus. Il peut à chaque fois, la prolonger au maximum de la même durée moyennant l'accord du fonctionnaire.

Art. 226. En tenant compte d'un délai de préavis d'au moins trois mois et de six mois au plus, le Collège peut, à tout moment, mettre un terme à la mission dont il a chargé le fonctionnaire.

Art. 227. Le fonctionnaire dont la mission vient à expiration ou est interrompue par décision du Collège, par décision du Roi, d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique ou par décision du fonctionnaire lui-même réintègre les services du Collège.

Si sans motif valable, il refuse ou néglige de le faire, il est, après dix jours ouvrables d'absence, considéré comme démissionnaire.

Art. 228. Pour la durée de sa mise à la disposition, le fonctionnaire obtient un congé.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Section 4. — Du congé en vue de l'accomplissement, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience

Art. 229. Le fonctionnaire est d'office en congé :

1° pendant les fractions de mois du calendrier au cours desquelles il accomplit, en temps de paix, des prestations militaires quelles qu'elles soient;

2° pendant la période au cours de laquelle il accomplit dans les forces armées les rappels énumérés à l'article 67, 1°, 2°, 3° des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962;

3° pendant la période au cours de laquelle il accomplit dans les forces armées les rappels énumérés à l'article 34, 1° a), b), 2°, 3°, 4° de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées;

4° lorsqu'il ne peut exercer ses fonctions à cause des obligations lui incombant en vertu des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980.

Ces congés sont assimilés à une période d'activité de service.

Art. 230. Sont considérées comme périodes de non-activité :

1° les mois entiers du calendrier durant lesquels le fonctionnaire effectue des rappels disciplinaires tels que prévus à l'article 67, 4° des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962;

2° les mois entiers du calendrier durant lesquelles le fonctionnaire accomplit, à un titre quelconque, des prestations volontaires dans les forces armées;

3° les mois entiers du calendrier durant lesquels le fonctionnaire, objecteur de conscience, effectue des services en application des articles 18 et 19 des lois portant le statut des objecteurs de conscience, coordonnées le 20 février 1980 précitées, ainsi que des rappels disciplinaires.

Art. 231. Pendant les périodes de non-activité dont il est question à l'article 230, le fonctionnaire conserve ses titres à la promotion et ses droits à l'avancement de traitement.

Art. 232. Le fonctionnaire est réputé démissionnaire le premier jour où, à un titre quelconque, il accomplit, dans les forces armées, des prestations volontaires autres que celles qui sont visées à l'article 230.

CHAPITRE VII. — *Du congé pour maladie*

Section 1^{re}. — Du congé pour maladie

Art. 233. § 1^{er}. Pour l'ensemble de sa carrière, le fonctionnaire qui, par suite de maladie, est empêché d'exercer normalement ses fonctions, a droit à des congés de maladie à concurrence de 21 jours ouvrables par 12 mois d'ancienneté de service.

S'il ne compte pas 36 mois d'ancienneté de service, son traitement lui est néanmoins garanti pendant 63 jours ouvrables.

Le fonctionnaire produit un certificat médical qu'il remet au service de contrôle médical.

Pour une absence par suite de maladie ou d'accident n'excédant pas un jour, le fonctionnaire ne doit pas introduire de certificat médical pour les quatre premières absences pendant l'année civile en cours.

§ 2. Moyennant la production d'un état de service, sont également pris en considération, l'ensemble des services effectifs que le fonctionnaire a accomplis, à quelque titre que ce soit, comme titulaire de fonctions comportant des prestations complètes, en faisant partie d'un autre service public ou d'un établissement d'enseignement, un service d'orientation professionnelle, un centre psycho-médico-social ou un institut médico-pédagogique pour autant que ceux-ci soient créés, reconnus ou subventionnés par l'Etat, une Région ou une Communauté.

Si le fonctionnaire a effectué des prestations à temps partiel, celles-ci seront prises en considération prorata temporis.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 234. Le nombre de jours ouvrables, visé à l'article 233, § 1^{er}, est réduit à due concurrence lorsque au cours de sa carrière, le fonctionnaire a obtenu un congé :

1° dans le cadre de la redistribution du travail;

2° pour effectuer un stage auprès d'un autre service public;

3° pour remplir une mission;

4° pour être candidat aux élections;

5° le congé pour interruption de carrière professionnelle;

6° pour cause de maladie, sauf en cas d'accident de travail ou sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle.

Le fonctionnaire qui a été placé en non-activité en raison d'absence injustifiée, est soumis à la même règle.

Si le nombre de jours de congé de maladie ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité immédiatement supérieure.

Seuls les jours ouvrables compris dans la période de congé de maladie sont comptabilisés.

Art. 235. § 1^{er}. Le congé de maladie ne met pas fin à l'interruption de la carrière professionnelle, ni au départ anticipé à mi-temps, ni à la semaine volontaire de quatre jours visés à la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, ni au régime des prestations réduites pour convenance personnelle. Le fonctionnaire continue à percevoir le traitement dû en raison des prestations réduites.

§ 2. Lorsque le fonctionnaire effectue des prestations à temps partiel, les congés de maladie sont imputés sur le nombre de jours de congé auxquels il a droit en vertu de l'article 233, au prorata des prestations qu'il aurait dû accomplir. Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par douze mois d'ancienneté de service n'est pas un nombre entier, la fraction de jour est négligée.

Pour le fonctionnaire qui effectue des prestations à temps partiel, sont à comptabiliser comme congé de maladie les jours de congé pendant lesquels le fonctionnaire aurait dû fournir des prestations.

Le congé pour motifs impérieux d'ordre familial est suspendu pendant le congé de maladie.

Art. 236. § 1^{er}. Sous réserve de l'article 243 et par dérogation à l'article 233, le congé de maladie n'est pas limité dans le temps, lorsqu'il est provoqué par :

1° un accident de travail;

2° un accident survenu sur le chemin du travail;

3° une maladie professionnelle.

En outre, les jours de congé accordés suite à un accident de travail, à un accident survenu sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle ne sont pas pris en considération, même après la date de consolidation, pour déterminer le nombre de jours de congé que le fonctionnaire peut encore obtenir en vertu de l'article 233, § 1^{er}.

§ 2. Les fonctionnaires menacés par une maladie professionnelle et qui, selon des modalités fixées par le Collège sont amenés à cesser temporairement d'exercer leurs fonctions, sont mis d'office en congé pour la durée nécessaire.

Art. 237. Les jours de congé pour maladie accordés à la suite d'un accident causé par la faute d'un tiers et autre qu'un accident visé à l'article 236 ne sont pas pris en considération pour déterminer le nombre de jours de congé que le fonctionnaire peut encore obtenir en vertu de l'article 233, § 1^{er}, à concurrence du pourcentage de responsabilité imputé au tiers et qui sert de fondement à la subrogation légale de la Commission communautaire française.

Art. 238. Lorsque le fonctionnaire effectue des prestations réduites réparties sur l'ensemble des jours ouvrables, les absences pour cause de maladie sont comptabilisées au prorata du nombre d'heures qu'il aurait dû prester pendant son absence.

Si le nombre de jours ouvrables ainsi calculé ne forme pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité supérieure.

Si le nombre total des jours ainsi comptabilisés par douze mois d'ancienneté de service n'est pas un nombre entier, la fraction de jour est négligée.

Si le fonctionnaire bénéficie d'un congé à temps partiel en vertu d'une disposition légale relative à la redistribution du travail dans le secteur public, les jours ouvrables pendant lesquels le fonctionnaire aurait dû fournir des prestations sur la base d'un régime de travail à temps plein, sont comptabilisés comme congés de maladie.

Art. 239. Le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 60 ans est mis d'office à la retraite le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel, sans avoir été reconnu définitivement inapte, il compte 365 jours d'absence pour maladie (soit congé ou disponibilité pour maladie, soit cumul des deux) depuis son soixantième anniversaire.

Pour le calcul du délai de 365 jours visé à l'alinéa premier, il n'y a pas lieu de tenir compte :

1° d'un accident de travail;

2° d'un accident survenu sur le chemin du travail;

3° d'une maladie professionnelle.

Art. 240. Les absences visées aux articles 233, § 1^{er} et 237 sont assimilés à de l'activité de service.

Section 2. — Du contrôle et de la déclaration d'inaptitude définitive

Art. 241. § 1^{er}. Le fonctionnaire absent pour raison de maladie est soumis à la surveillance sanitaire du service de contrôle médical désigné par le Collège.

§ 2. Si le fonctionnaire n'est pas d'accord avec la décision du médecin-contrôleur, ce dernier prend contact endéans les 48 heures avec le médecin traitant. En cas de désaccord entre les deux médecins, ils désignent immédiatement, de commun accord, un médecin d'arbitrage. Si aucun accord ne peut être conclu entre les deux médecins dans les deux jours ouvrables pour désigner un médecin d'arbitrage, le fonctionnaire peut désigner, en vue de régler le litige médical, un médecin d'arbitrage qui satisfait aux dispositions de la loi du 13 juin 1999 relative à la médecine de contrôle et qui figure sur la liste fixée en exécution de la loi précitée. Le médecin d'arbitrage effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les trois jours ouvrables qui suivent sa désignation. La décision du médecin d'arbitrage est définitive.

Art. 242. § 1^{er}. Le fonctionnaire reste soumis à la réglementation du Medex pour ce qui concerne les accidents de travail, les maladies professionnelles et les déclarations d'inaptitude médicale définitive.

§ 2. En vertu de la procédure en vigueur auprès du Medex, le fonctionnaire a droit d'intenter un recours contre les décisions dudit service.

Art. 243. Le fonctionnaire ne peut être déclaré définitivement inapte pour cause de maladie avant d'avoir épuisé le nombre de jours de congé de maladie auxquels il a droit.

L'alinéa premier n'est pas applicable au fonctionnaire qui, après avoir accompli une mission auprès d'un Gouvernement étranger, d'une administration publique étrangère ou d'une institution internationale, a été, à ce titre, mis à la retraite pour cause d'invalidité et bénéficie d'une pension.

Section 3. — Des prestations réduites pour cause de maladie ou d'invalidité

Art. 244. Le service de contrôle visé à l'article 241, § 1^{er}, apprécie si le fonctionnaire absent pour cause de maladie ou d'invalidité est apte à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales.

Le fonctionnaire est soumis à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 241, § 2.

Le fonctionnaire en congé de maladie peut lui-même demander à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales. Il produit à l'appui de cette demande un certificat médical qu'il remet au service de contrôle médical.

Dans les deux cas, le service de contrôle médical avise le fonctionnaire dirigeant de sa décision.

Art. 245. Le fonctionnaire absent pour cause de maladie ou d'invalidité et considéré comme apte à reprendre ses fonctions à concurrence de 50 %, 60 % ou 80 % des prestations normales en vertu de l'article 244 réintègre les services du Collège et son emploi initial si celui-ci est compatible avec son état de santé.

Art. 246. Les prestations réduites pour cause de maladie ou d'invalidité ne peuvent pas être accordées au-delà de trente jours calendrier.

Des prolongations peuvent être accordées, au maximum pour une période équivalente, si le service de contrôle médical se prononce dans ce sens lors d'un nouvel examen.

Art. 247. Sont considérées comme congé les absences d'un fonctionnaire lorsqu'il effectue des prestations réduites pour cause de maladie ou d'invalidité. Les prestations réduites s'effectuent chaque jour.

Si le service de contrôle médical le préconise, les prestations peuvent se répartir sur la semaine.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

CHAPITRE VIII. — Des congés pour raisons politiques

Section 1^{re}. — Du congé pour présenter sa candidature aux élections

Art. 248. Le fonctionnaire peut obtenir un congé lui permettant de présenter sa candidature aux élections législatives, régionales, provinciales, communales ou européennes.

Ce congé est accordé pour la durée de la campagne électorale à laquelle participe l'intéressé en tant que candidat.

Art. 249. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Section 2. — Du congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu

Art. 250. Il y a lieu d'entendre par groupe politique reconnu un groupe d'élus reconnu comme tel, conformément au règlement de l'assemblée législative à laquelle ces élus appartiennent.

Art. 251. Le fonctionnaire peut obtenir un congé pour exercer une fonction dans un groupe politique reconnu.

Le Président d'un groupe politique introduit à cet effet une demande auprès du Fonctionnaire dirigeant.

Le Collège peut accorder le congé, après avis du conseil de direction.

Art. 252. L'arrêté du Collège mentionne la durée du congé accordé, ainsi que le groupe politique au sein duquel le fonctionnaire exercera une fonction.

Art. 253. Le Collège peut mettre fin au congé pour des raisons de service moyennant le respect d'un délai de préavis d'un mois.

Art. 254. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service. Toutefois, il n'est pas rémunéré.

Section 3. — Du congé pour détachement auprès d'un cabinet ministériel

Art. 255. Le fonctionnaire obtient un congé lorsqu'il est désigné pour exercer une fonction :

1° dans le secrétariat, la cellule de coordination générale de la politique ou la cellule politique générale ou, le cas échéant, le cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral;

2° dans le cabinet d'un ministre ou un secrétaire d'Etat du Gouvernement d'une Communauté ou Région;

3° dans le cabinet d'un membre du Collège de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune.

Avec l'accord du ministre fonctionnellement compétent, le membre du Collège chargé de la Fonction publique accorde le congé.

Le détachement auprès d'un Gouvernement autre que celui du Collège de la Commission communautaire française n'est autorisé que moyennant le remboursement de la rémunération du fonctionnaire détaché.

Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Art. 256. Au terme de son détachement et à moins d'un nouveau détachement dans un autre secrétariat, cellule de coordination générale de la politique ou cellule politique générale du gouvernement fédéral ou cabinet, le fonctionnaire obtient un jour de congé par mois d'activité presté dans ces organes, avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables.

Section 4. — Du congé pour exercer un mandat politique

Art. 257. Les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ont droit au congé politique pour l'exercice d'un mandat politique.

Les fonctionnaires ne peuvent bénéficier du congé politique que dans le respect des incompatibilités et interdictions qui leur sont applicables en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

Art. 258. Par congé politique pour l'exercice d'un mandat politique, il faut entendre soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des fonctionnaires; soit un congé politique facultatif accordé à la demande des fonctionnaires; soit un congé politique d'office auquel le fonctionnaire ne peut pas renoncer.

Art. 259. Le fonctionnaire peut obtenir, à sa demande, dans les limites fixées ci-après, une dispense de service à raison de :

1° un demi-jour par mois pour exercer un mandat de conseiller communal, bourgmestre, échevin ou membre du conseil de l'action sociale, y compris le président, dans une commune comptant jusqu'à 10.000 habitants;

2° un jour par mois pour exercer un mandat de :

1. conseiller communal ou membre du conseil de l'action sociale dans une commune de 10.001 habitants ou plus;

2. bourgmestre, échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 10.001 à 30.000 habitants;

3. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 30.001 à 50.000 habitants;

4. conseiller provincial non membre de la députation permanente.

Art. 260. La dispense de service prévue à l'article 259, 2° se prend à la convenance de l'intéressé par jour ou demi-jour. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 261. Le fonctionnaire peut obtenir, à sa demande, dans les limites fixées ci-après, un congé politique facultatif à raison de :

1° un ou deux jours par mois pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre, échevin, président ou membre du bureau permanent du conseil de l'action sociale, dans une commune comptant jusqu'à 10.000 habitants;

2. conseiller communal dans une commune comptant jusqu'à 80.000 habitants;

2° un à trois jours par mois pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 10.001 à 30.000 habitants;

2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 10.001 à 50.000 habitants;

3. membre du bureau permanent du conseil de l'action sociale dans une commune de 10.001 à 20.000 habitants;

3° un à quatre jours par mois pour exercer un mandat de conseiller communal dans une commune comptant plus de 80.000 habitants;

4° un à cinq jours par mois pour exercer un mandat de membre du bureau permanent du conseil de l'action sociale dans une commune de plus de 20.000 habitants;

5° d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 30.001 à 50.000 habitants;

2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

6° la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 80.001 à 130.000 habitants.

Art. 262. Le fonctionnaire est mis en congé politique d'office à raison de :

1° deux jours par mois pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 20.001 à 30.000 habitants;

2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 20.001 à 50.000 habitants;

2° d'un quart d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 30.001 à 50.000 habitants;
2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 50.001 à 80.000 habitants;

3° la moitié d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de 50.001 à 80.000 habitants;
2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de 80.001 à 130.000 habitants;

4° d'un emploi à temps plein pour exercer un mandat de :

1. bourgmestre dans une commune de plus de 80.000 habitants;
2. échevin ou président du conseil de l'action sociale dans une commune de plus de 130.000 habitants;
3. membre de la députation permanente d'un conseil provincial;

4. membre d'une des Chambres législatives ou du Gouvernement fédéral;

5. membre du Parlement wallon, du Parlement bruxellois, du Parlement de la Communauté française, du Parlement flamand et du Parlement de la Communauté germanophone;

6. membre du Gouvernement de la Région wallonne, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement flamand et du Gouvernement de la Communauté germanophone;

7. membre du Parlement européen ou de la Commission européenne.

Art. 263. Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment.

Art. 264. Pour l'application des articles 255, 257 et 258, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la Nouvelle loi communale.

Art. 265. Le fonctionnaire qui n'exerce pas une fonction à temps plein est mis en congé politique d'office à temps plein dès lors que son mandat politique correspond déjà à un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 266. Le fonctionnaire qui a droit à un congé politique dont la durée n'excède pas la moitié d'un emploi à temps plein, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à mi-temps ou à temps plein.

Le fonctionnaire qui a droit à un congé politique à mi-temps, peut, à sa demande, obtenir un congé politique à temps plein.

Art. 267. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il réintègre cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, il est affecté à un autre emploi.

Art. 268. Après sa réintégration, le fonctionnaire ne peut pas cumuler son traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Art. 269. Le congé politique facultatif et le congé politique d'office peuvent être pris par jour entier ou par demi-jour.

Art. 270. Les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou le congé politique d'office sont assimilées à des périodes d'activité de service. Toutefois, elles ne sont pas rémunérées.

CHAPITRE IX. — *Du recours en matière de congé et d'absence*

Art. 271. Excepté pour un congé de maladie, en cas de disponibilité pour maladie et en cas de démission d'office pour absence injustifiée de plus de dix jours ouvrables, le fonctionnaire peut introduire un recours auprès de la Commission de recours visée à l'article 16/13 lorsqu'il est en désaccord avec une décision en matière de congés ou d'absence.

Art. 272. Le fonctionnaire dispose, pour introduire son recours, d'un délai de dix jours ouvrables, sauf cas de force majeure, à compter de la date où le pli recommandé a été présenté à son domicile.

Il est entendu par la Commission de recours à sa demande et peut se faire assister par une personne de son choix qui ne peut faire partie, à aucun titre, de ladite commission de recours.

Art. 273. Le fonctionnaire dirigeant qui a pris la décision contestée est tenu de la défendre. Il peut toutefois se faire représenter par un fonctionnaire de son choix.

Quand le Collège a pris la décision contestée, il désigne un fonctionnaire pour défendre ladite décision.

Art. 274. § 1^{er}. La Commission de recours statue dans le délai d'un mois qui débute à la date où le recours est introduit par le fonctionnaire soit par courrier, soit par fax, soit par courriel, pour autant qu'ils aient date certaine. La décision de la Commission de recours confirme ou se substitue à la décision contestée. Elle est définitive.

Ni le fonctionnaire visé à l'article 273, ni l'auteur du recours ou la personne qui l'assiste ne peuvent assister à la délibération. Si le fonctionnaire motive spécialement l'urgence, ce délai est ramené à dix jours ouvrables.

§ 2. Pour les congés annuels de vacances, si le fonctionnaire motive spécialement l'urgence, la Commission de recours statue dans un délai de cinq jours ouvrables.

Dans ce cas, la Commission de recours se réunit valablement quel que soit le nombre de membres présents pour autant que la parité soit respectée.

CHAPITRE X. — *Du stagiaire*

Art. 275. Les dispositions relatives à la partie XVI du présent arrêté sont également applicables aux stagiaires, à l'exception des dispositions relatives :

- 1° aux congés dans le cadre de la redistribution du travail;
- 2° au congé pour interruption de carrière;
- 3° à la disponibilité pour convenance personnelle;
- 4° aux prestations réduites pour convenance personnelle;
- 5° au congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;
- 6° au congé pour mission;
- 7° au congé pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu.

Art. 7. A l'article 161 du même arrêté, les termes "Commission de recours en matière d'évaluation visée à l'article 83" sont remplacés par les termes "Commission de recours visée à l'article 16/13".

Art. 8. Les articles 158 à 164 du même arrêté deviennent respectivement les articles 276 à 282.

CHAPITRE XI. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Section 1^{re}. — Dispositions abrogatoires

Art. 9. Sont abrogés en ce qui concerne les fonctionnaires soumis au présent statut :

1° L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mai 2002 instituant le congé pour raisons politiques ou pour l'exercice d'un mandat politique pour les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

2° L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 10 octobre 2002 relatif aux congés de courte durée applicables aux agents des services du Collège de la Commission communautaire française;

3° L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 janvier 2007 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle;

4° L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 juin 2001 déterminant les modalités de la redistribution du travail applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Section 2. — Dispositions transitoires

Art. 10. Les congés accordés avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté continuent jusqu'à leur terme à être régis par les anciennes dispositions réglementaires et législatives.

Art. 11. Les membres du personnel, dont la liste est reprise en annexe 3 du présent arrêté, qui ont bénéficié en 2011 de six jours de congé annuel supplémentaires par rapport au nombre de jours de congé annuel de vacances visé à l'article 167 du présent arrêté, conservent, à titre personnel, le bénéfice de cette mesure à la double condition qu'ils exercent et continuent d'exercer en permanence leurs fonctions sur un campus d'enseignement ou au centre PMS et que le congé annuel de vacances soit entièrement pris pendant les périodes de vacances scolaires.

Dès que l'une des deux conditions énumérées à l'alinéa premier n'est plus remplie, le membre du personnel concerné perd pour l'année en cours le bénéfice des six jours de congé annuel supplémentaires. Toutefois, le membre du personnel qui, en raison d'une maladie ou d'un accident de travail, est en congé durant les périodes de vacances scolaires et qui est de ce fait empêché de prendre ses vacances annuelles durant cette période, ne perd pas le bénéfice des six jours de congé supplémentaires.

Section 3. — Dispositions finales

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2012.

Art. 13. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 1^{er} mars 2012.

Par le Collège :

CH. DOULKERIDIS,
Président du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Fonction publique

Annexe 1^{re}

FORMULAIRE D'INTRODUCTION DE LA DEMANDE
DEPART ANTICIPE A MI-TEMPS

I. PARTIE A REMPLIR PAR LE DEMANDEUR

Nom et prénom :

Date de naissance :

Grade :

Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Je désire être mis à la retraite le (1) : 01/ /

Ainsi qu'il en a été convenu avec mon supérieur hiérarchique de rang 13 au moins, je choisis le calendrier de travail suivant (2) :

Signature :

II. PARTIE A REMPLIR PAR LE SUPERIEUR HIERARCHIQUE DE RANG 13 AU MOINS DU DEMANDEUR

A. Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante :

B. La date initiale de la période de départ anticipé n'est pas / est (3) déplacée.

Nouvelle date initiale : 01/ /

Le demandeur en a été informé le

Nom du supérieur hiérarchique de rang 13 au moins :

Date :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège :

CH. DOULKERIDIS,
Président du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Fonction publique

Notes

1. La mention de cette date ne dispense pas le membre du personnel de demander sa pension.
2. Les prestations à mi-temps sont accomplies chaque jour ou selon une autre répartition fixe sur la semaine ou le mois, étant entendu que la répartition des prestations se fait par jours entiers ou demi-jours.
3. Biffer la mention inutile.

Annexe 2

FORMULAIRE D'INTRODUCTION DE LA DEMANDE
SEMAINE VOLONTAIRE DE QUATRE JOURS

I. Partie à remplir par le demandeur

Nom et prénom :

Date de naissance :

Grade :

Service :

Administration :

Date initiale de la période de la semaine de quatre jours : 01/ /

Je ne désire pas accomplir de prestations le jour suivant de la semaine (1) :

II. Partie à remplir par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins du demandeur

A. Le demandeur a reçu un accusé de réception de la demande à la date suivante :

Accord de principe/désaccord de principe sur la date initiale de la semaine des quatre jours :

Le calendrier de travail n'est pas/est modifié :

Le demandeur n'accomplira pas de prestations le jour suivant de la semaine :

Le demandeur ne renonce pas/renonce à son droit de la semaine de quatre jours :

B. Date initiale de la période de départ anticipé : 01/ /

Nom du supérieur hiérarchique de rang 13 au moins :

Date :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège :

CH. DOULKERIDIS,
Président du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Fonction publique

Note

(1) On peut choisir un jour fixe chaque semaine (p.ex. pas de prestations le mardi) ou un autre système, comme par exemple, la première semaine pas de prestations le lundi, la deuxième semaine pas de prestations le mardi, la troisième semaine pas de prestations le mercredi et les six mois suivants pas de prestations le vendredi. Ces exemples ne sont pas limitatifs.

Annexe 3

Liste des membres du personnel ayant bénéficié en 2011 de six jours de congé annuel supplémentaires
par rapport au nombre de jours de congé annuel de vacances visé à l'article 167

CERIA - REDOUTE PEIFFER
ADNET CHANTAL
AGNEESSENS PATRICK
ASSELBERGHS NATHALIE
BARISEAU THIERRY
BAZZARINI ANNE
BERIOT ALAIN
BERNARD NICOLAS
BERTELS JOELLE
BERTIAUX OLIVIER
BORDON EDDIE
BOUCHA BRIGITTE
BRACKEVELD CHRISTOPHE
BRICHAUT SOLANGE
BUYSE FRANCOIS
CHABLE CYRIL
CHARMANT JEAN
CORBESIERIS STEPHANE
COUVREUR MICHAEL

DANIS PHILIPPE
DE BISSCOP FABIENNE
DE BLAECKE MICHELINE
DEBLAERE MONIQUE
DE DECKER CATHERINE
DEFROYENNES JEAN-PIERRE
DE GREIF SOLANGE
DEJONGE BENOIT
DEKERPEL ALAIN
DEMAREZ MARC
DEMIERBE YVES
DEN BLINDEN MARC
DEMORTIER CHRISTEL
DE PREZ OLIVIER
DE RAS ANNE-MARIE
DESMET NADINE
DESPACE HENRI
DESSART PASCAL
DE SUTTER NELLY
DHONDT ALAIN
DI MATTIA MARIA
DONIE CHRISTIAN
DRESSEN CHRISTIAN
DUFOUR PASCALE
DURIEUX ALAIN
DU SOLEIL MARC
ESSCHENBROUCK PATRICK
FACCHINO GIUSEPPINA
GEYZEN EMMANUELLE
GILOTEAU BERNARD
GODAN NOELLE
GOOSSENS MICHELINE
GRUMIAUX YVES
HAMELRYK CHRISTIANE
HAMMALI KHALID
HOZNAR WALTER
IOANNIDIS GEORGES
KOLLER JOELLE
KOUROUDIS GEORGIOS
LEEN PHILIPPE
MARCHESINI ISABELLA
MARCQ WILLIAM
MASSAGE ALAIN
(MASSART BENJAMIN = INTERRUPTION CARRIERE)
MELCHIOR MICHEL
MORRENS CHRISTINE
ORLANS DANIELE
ORLANS MARTINE
ORTIGOSA CRESPO ENRIQUE
PETIT JOHAN
PINDEVILLE JEAN-LUC
PLAISANT ANNE-MARIE
PLOEGAERTS GREGORY
RAIS ZENUN
RENWART CHRISTOPHE
RINGOET JEANNINE
ROSSEELS PATRICIA
RUTTENS HENRI
SAOUTI ALI
SCHEERS ERIC
SCHOEKAERT THIERRY
SCHWAB MARIE-CHANTAL
STENMANS BENOIT
TSAKALIOS GEORGIA
VAN BELLE MICHELINE

VAN CAUTENBERG JOELLE
 VANCAUWENBERGHE CHRISTINE
 VANDENABEELE ERIC
 VANDERBREETSTRAETEN THIERRY
 VANDER WAUVEN CORINNE
 VAN HENTENRYCK ERIC
 VAN LINTHOUT GENEVIEVE
 VAN NEDERVELDE LAURENCE
 VAN OORDEN VIVIANE
 VAN STAEN OLIVIER
 VERHERSTRAETEN DOMINIQUE
 VERMEULEN ANTOINETTE
 WARNIE CATHY
 WATERLOT VERONIQUE
 Centre PMS
 MAUFORT MICHELE
 SALEK CHERGUY WAHIBA
 SPINELLI ANGELA
 STEENO CHRISTIANE
 VLEESCHOUWERS ROGER
 Institut Alexandre HERLIN
 EL GAYATI ZUHAIR
 GHYOOT PHILIPPE
 PETTINO STEPHANO
 RONVAUX MICHELE
 SCHURMANN MAGGY
 SIMON ANNIE

Vu pour être annexé à l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège :

CH. DOULKERIDIS,
Président du Collège

B. CEREXHE,
Membre du Collège en charge de la Fonction publique

VERTALING

COLLEGE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

N. 2012 — 1401

[C – 2012/31241]

1 MAART 2012. — Besluit 2008/174 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, artikel 79, § 1;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4,1°;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gewijzigd door de besluiten van 4 juli 1996, 11 december 1997, 4 maart 1999, 24 februari 2000, 18 januari 2001, 10 mei 2001, 23 mei en 10 oktober 2002 en 14 juni 2007;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 juni 2001 tot vaststelling van de modaliteiten voor de herverdeling van de arbeid van toepassing op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 mei 2002 tot instelling van het verlof om politieke redenen of voor de uitoefening van een politiek mandaat voor de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 oktober 2002 betreffende de verlopen van korte duur van toepassing voor de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 januari 2007 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan;

Gelet op de protocollen nr. 2009/15 van 25 mei 2009 en nr. 2010/20 van 23 december 2010 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, verleend op 26 oktober 2010;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting, verleend op 12 november 2010;

Gelet op het akkoord van de federale Ministerraad, gegeven op 23 juni 2006;

Gelet op het akkoord van de federale Minister van Pensioenen, gegeven op 5 januari 2011;

Gelet op het advies 49.681 van de Raad van State verleend op 7 juni 2011 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten over de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met het Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een kwestie bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Het artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt aangevuld door de volgende bepaling : "werkdag : elke dag van de week, uitgezonderd zaterdag, zondag, feestdagen en dagen bedoeld in artikel 176, § 1 van dit besluit".

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt er een deel III/3 toegevoegd, dat als volgt is opgesteld :

"Deel III/3 - Beroepscommissie

Art. 16/13. Er wordt een Beroepscommissie opgericht die bevoegd is inzake de evaluatie, de verlopen en de afwezigheden.

Art. 16/14. Deze commissie bestaat uit :

1° een effectieve voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter, magistraten of op pensioen gezonden magistraten, aangeduid door het College;

2° drie ambtenaren van minstens rang 13, aangeduid door het College;

3° drie leden aangeduid door de representatieve vakbondsorganisaties met 1 lid per organisatie.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde wijze benoemd : drie ambtenaren van minstens rang 13 en drie vertegenwoordigers van vakbondsorganisaties.

Art. 16/15. Het College benoemt een secretaris en een plaatsvervangende secretaris onder de ambtenaren van de diensten van het College.

Art. 16/16. De Commissie stelt een huishoudelijk reglement op om de modaliteiten te bepalen van zijn werking. Deze wordt goedgekeurd door het College.

Art. 16/17. De commissie beraadslaagt slechts geldig indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

Het aantal leden aangeduid door het College en door de vakbondsorganisaties moet gelijk zijn; in voorkomend geval, wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van één of meerdere leden, na loting.

Indien bij de eerste vergadering, het merendeel van de leden niet aanwezig is, komt de Beroepscommissie een tweede keer geldig samen zolang er pariteit is tussen de leden aangeduid door de vakbondsorganisaties en die aangeduid door het College.

Art. 16/18. Elk lid van de commissie, met inbegrip van de voorzitter, is stemgerechtigd.

Art. 16/19. De uitkering toegekend aan de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter is vastgelegd op 125 € per zitting."

Art. 4. Artikel 31, § 2, 1° en 2° van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"1° het jaarlijks vakantieverlof bedoeld in artikel 167, alsook dat bedoeld in artikelen 169 en 170;

2° de feestdagen bedoeld in artikel 176;

3° het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 179".

Art. 5. Artikel 83 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling : "Art. 83. § 1. Indien de ambtenaar niet kan instemmen met de gemiddelde globale vermelding waarvan hem kennis is gegeven, heeft hij het recht beroep ten gronde in te dienen bij de Directieraad die uitspraak doet binnen de twee maanden nadat dit is voorgelegd.

De ambtenaar heeft het recht te worden gehoord en te worden bijgestaan door iemand naar zijn keuze.

De leden van de Directieraad mogen beraadslagen noch deelnemen aan de stemming indien ze op eender welke manier betrokken zijn geweest bij de evaluatieprocedure van de ambtenaar. De ambtenaar heeft eveneens het recht om binnen de 15 werkdagen na de kennisgeving beroep over de vorm in te dienen bij de Beroepscommissie.

§ 2. Indien de ambtenaar niet kan instemmen met de globale vermelding "met voorbehoud" of de ongunstige globale vermelding waarvan hem kennis is gegeven, kan hij binnen de 15 werkdagen die volgen op de kennisgeving zich wenden tot de Beroepscommissie.

De ambtenaar verschijnt in persoon en kan zijn bemerkings kenbaar maken; hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze. Het beroep is opschortend.

De leden van de Beroepscommissie mogen beraadslagen noch deelnemen aan de stemming indien ze op eender welke manier betrokken zijn geweest bij de evaluatieprocedure van de ambtenaar.

§ 3. De Beroepscommissie doet uitspraak binnen een termijn van één maand die van start gaat op de dag dat het beroep werd ingediend door de ambtenaar, ofwel per post, of per fax, of per e-mail, zolang er een duidelijke datum op is en ze een vermelding van evaluatie voorstelt.

De beslissing om een vermelding van evaluatie toe te kennen, wordt genomen door de openbare instelling die de macht heeft om aan te stellen binnen de twee maanden na ontvangst door deze van het voorstel van evaluatie van de Beroepscommissie.

Indien de overheid geen beslissing heeft genomen binnen de opgelegde termijn, is het voorstel van evaluatie van de Beroepscommissie definitief.

Art. 6. Het deel XVI van de administratieve bepalingen van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

“DEEL XVI - ADMINISTRATIEVE STANDEN, AFWEZIGHEDEN EN VERLOVEN

HOOFDSTUK I. — *De administratieve standen*

Afdeling. — Algemene bepalingen.

Art. 141. De ambtenaar bevindt zich in een van de volgende administratieve standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° disponibiliteit.

Art. 142. De ambtenaar wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in dienstactiviteit te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst.

Afdeling 2. — Dienstactiviteit

Art. 143. De dienstactiviteit is de gewone administratieve stand van de ambtenaar.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in dienstactiviteit recht op wedde en op verhoging in zijn weddeschaal. Hij kan zijn aanspraken op bevordering of op toekenning van een mandaat doen gelden.

Art. 144. De ambtenaar blijft in de administratieve stand van dienstactiviteit, wanneer hij afwezig is om de volgende redenen :

- 1° halftijdse vervroegde uittreding;
- 2° vrijwillige vierdagenweek;
- 3° loopbaanonderbreking;
- 4° het jaarlijks vakantieverlof en de feestdagen;
- 5° uitzonderlijk verlof;
- 6° Omstandigheidsverlof, verlof om dwingende redenen van familiale aard, ouderschapsverlof, opvangverlof met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 7° zwangerschapsverlof en verlof ter vervanging van het moederschapsverlof;
- 8° het verlof om medische of humanitaire redenen;
- 9° verlof om hem toe te laten een stage of proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst;
- 10° verlof voor een erkende opdracht van algemeen belang;
- 11° verlof om ter beschikking van de Koning te worden gesteld;
- 12° verlof voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vredestijd en van diensten in uitvoering van het koninklijk besluit van 20 februari 1980 tot coördinatie van de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden;
- 13° verlof wegens ziekte;
- 14° verlof voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 15° het verlof om politieke redenen;
- 16° preventief verlof, bedoeld in artikel 192 van dit besluit;
- 17° studieverlof of verlof om een proef af te leggen en opleidingsverlof.

Art. 145. De ambtenaar die verlof krijgt voor vakbondsactiviteiten en dienstvrijstellingen bij toepassing van het Koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheidsinstellingen en de vakbonden van de ambtenaren behorende tot de overheid, blijft in dienstactiviteit.

Art. 146. De ambtenaar die deelneemt aan een georganiseerde werkonderbreking is in dienstactiviteit. De deelneming van de ambtenaar aan een georganiseerde werkonderbreking kan voor deze ambtenaar enkel de onthouding van zijn loon met zich meebrengen.

Art. 147. De ambtenaar wiens ambt afgeschafte wordt en die wedertewerkgesteld moet worden, is in dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Non-activiteit

Art. 148. De ambtenaar kan van rechtswege in non-activiteit worden geplaatst.

Tenzij anders bepaald, heeft de ambtenaar in deze stand geen recht op zijn wedde, noch op een verhoging in zijn weddeschaal en kan hij zijn aanspraken op bevordering, op toekenning van een mandaat niet doen gelden.

Art. 149. De ambtenaar is in non-activiteit wanneer hij afwezig is om de volgende redenen :

- 1° het verrichten van sommige militaire prestaties in vredestijd of van bepaalde diensten in uitvoering van de wetten op de gewetensbezwaarden bedoeld in artikel 230;
- 2° de uitoefening van een opdracht die niet erkend is van algemeen belang te zijn;
- 3° de uitoefening van verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid.

Art. 150. Tuchtchorsing plaatst de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand van non-activiteit.

Tijdens de periodes van tuchtchorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op bevordering tot een hogere wedde niet doen gelden en kan hij aan een inhouding van wedde worden onderworpen. Echter, de tuchtchorsing mag niet leiden tot een inhouding van wedde die hoger ligt dan die bedoeld in artikel 23, 2° lid van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Art. 151. De ambtenaar die zonder toestemming afwezig is of die zonder geldige reden de termijn van zijn verlof overschrijdt, bevindt zich van rechtswege in non-activiteit.

In deze stand behoudt hij zijn aanspraken op een voorschot op zijn wedde. Hij kan zijn aanspraken op bevordering en overplaatsing evenwel niet doen gelden tijdens de duur van zijn onregelmatige afwezigheid, noch een bevordering of een overplaatsing genieten.

Art. 152. Behalve in het geval bedoeld in artikel 149, 3° van dit besluit, kan niemand in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de voorwaarden voldoet om te worden gepensioneerd.

Afdeling 4. — Disponibiliteit

Onderafdeling 1. — Disponibiliteit wegens ziekte

Art. 153. De ambtenaar is ambtshalve in disponibiliteit gesteld in geval van ziekte of gebrekkigheid die niet de definitieve ongeschiktheid in dienst met zich meebrengt maar die afwezigheden veroorzaakt waarvan de duur de duur van de ziekteverloven overstijgt.

Art. 154. De ambtenaar kan niet in disponibiliteit gesteld of gehouden worden wanneer hij de voorwaarden vervult die vereist zijn om een pensioen te krijgen.

Art. 155. § 1. Zonder afbreuk te doen aan artikel 236, is de ambtenaar die afwezig is wegens ziekte na het volgens artikel 233 toegekende aantal verlofdagen te hebben bereikt van rechtswege in disponibiliteit wegens ziekte.

Hij behoudt zijn recht op bevordering en op bevordering in zijn weddeschaal.

Het artikel 237 is van toepassing op de ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte.

§ 2. De ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 60 % van zijn laatste maandelijks activiteitswedde.

Het bedrag van dit wachtgeld mag echter in geen geval lager liggen dan :

1° de vergoedingen die de betrokkene in dezelfde toestand zou ontvangen indien de socialezekerheidsregeling op hem toepasselijk was geweest sinds het begin van zijn afwezigheid;

2° het pensioen dat hij verkregen zou hebben indien hij, op het ogenblik dat hij in disponibiliteit wegens ziekte gesteld werd, tot de vervroegde oppensioenstelling wegens lichamelijke ongeschiktheid toegelaten zou zijn.

§ 3. De ambtenaar heeft recht op een maandelijks wachtgeld dat gelijk is aan het bedrag van zijn laatste activiteitswedde indien de kwaal waaraan hij lijdt door de Sociaal-medische rijksdienst aangeduid door het College als een ernstige en langdurige ziekte wordt erkend. Dit recht impliceert een herziening van de toestand van de ambtenaar met uitwerking op de dag dat zijn disponibiliteit wegens ziekte gestart is.

Art. 156. De ambtenaar die in disponibiliteit werd gesteld wegens ziekte, wordt ieder jaar medisch onderzocht door de medische controledienst bedoeld in artikel 242, in de loop van de maand overeenstemmend met die waarin hij in disponibiliteit werd gesteld.

Tenzij in geval van overmacht, verschijnt de ambtenaar niet voor de medische controledienst bedoeld in artikel 242 op het tijdstip bepaald in het eerste lid, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld vanaf dat tijdstip geschorst tot hij verschijnt.

De ambtenaar moet aan de administratie en aan de medische controledienst een adres binnen het Koninkrijk opgeven, waar de hem betreffende beslissingen hem kunnen betekend worden.

Art. 157. De ambtenaar in disponibiliteit wegens ziekte, die over de vereiste professionele en lichamelijke vaardigheden beschikt, komt terug naar de diensten van het College en zijn initiële job indien deze verenigbaar is met zijn gezondheidstoestand.

Indien hij, zonder geldige reden, weigert om de job uit te oefenen die hem werd toegewezen, wordt hij, na tien dagen afwezigheid, ambtshalve ontslagen.

Art. 158. De disponibiliteit wegens ziekte stelt geen einde aan de loopbaanonderbreking bedoeld in artikel 166, noch aan het verlof voor verminderde presentaties wegens persoonlijke aangelegenheden, noch aan het stelsel van halfzijdse vervroegde uittreding en de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de publieke sector.

Onderafdeling 2. Disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 159. § 1. De ambtenaar dient bij de algemeen bestuurder via hiërarchische weg een aanvraag tot disponibiliteit wegens persoonlijke redenen.

De aanvraag wordt minstens drie maanden voor de aanvang van de periode waarin de ambtenaar in disponibiliteit is gesteld, ingediend. Deze termijn kan in onderlinge overeenstemming verminderd worden.

Indien de hiërarchische overste van minstens rang 13 van oordeel is dat het nodig is de ambtenaar voltijds te werk te houden omwille van zijn kennis, bekwaamheid of specifieke aanleg of omwille van het belang van de opdracht die hem werd toegewezen, kan hij voorstellen de opening van de disponibiliteit om persoonlijke redenen uit te stellen tot een latere datum dan de datum gekozen door de ambtenaar zonder dat de verlopen periode tussen de door hem gekozen datum en de datum die de hiërarchische overste erkent zes maanden mag overschrijden.

§ 2. De disponibiliteit wegens persoonlijke aangelegenheden wordt toegekend voor een periode van maximaal zes maanden. Deze periode kan verlengd worden met een periode van maximaal zes maanden zonder een ononderbroken duur van 24 maanden te overschrijden.

Elke verlenging is onderworpen aan een aanvraag van de ambtenaar ingediend minstens één maand voor het einde van de lopende periode van disponibiliteit.

Elke ambtenaar van wie de afwezigheid de periode waarvoor de disponibiliteit is toegekend, overschrijdt, wordt beschouwd als ontslagnemend.

Art. 160. De ambtenaar die in disponibiliteit is gesteld wegens persoonlijke aangelegenheden krijgt geen enkel wachtgeld.

Hij kan geen beroep doen op ziektes of kwalen opgelopen tijdens zijn periode van disponibiliteit.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering of bevordering van zijn weddeschaal niet doen gelden.

Art. 161. De ambtenaar in disponibiliteit wegens persoonlijke redenen wordt opnieuw opgenomen in de diensten van het College en herneemt zijn job wanneer hij zijn activiteiten hervat.

HOOFDSTUK II. — *Afwezigheden.*

Art. 162. De ambtenaar mag niet afwezig zijn zonder verlof of dienstvrijstelling te hebben gekregen.

Onder dienstvrijstelling wordt verstaan de toestemming gegeven aan een ambtenaar om gedurende de diensturen afwezig te zijn voor een bepaalde duur met het behoud van al zijn rechten.

HOOFDSTUK III. — *Verloven in het kader van de herverdeling van de arbeid*

Afdeling 1. — Halftijdse vervroegde uittreding

Art. 163. Krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de publieke sector en het koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende uitvoering van de wet van 10 april 1995 betreffende de verdeling van de werktijd in de publieke sector alsook alle bepalingen die deze zouden veranderen of vervangen, heeft de ambtenaar het recht om gebruik te maken van het stelsel van halftijdse vervroegde uittreding.

De ambtenaar die graag gebruik wil maken van het recht op een halftijdse vervroegde uittreding, dient zijn aanvraag in aan de hand van een formulier waarvan een model in bijlage 1 bij dit besluit is gevoegd.

Afdeling 2. — Het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek

Art. 164. Krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de publieke sector en het Koninklijk besluit van 10 april 1995 houdende uitvoering van de wet van 10 april 1995 betreffende de verdeling van de werktijd in de publieke sector alsook alle bepalingen die deze zouden veranderen of vervangen, heeft de ambtenaar die voltijds tewerkgesteld is, het recht om tijdens een ononderbroken periode van minstens één jaar, vier vijfde van de prestaties te verrichten die hem normaal zijn opgelegd. Deze prestaties worden verdeeld over vier dagen per week.

Art. 165. § 1. De ambtenaar die houder is van een graad behorende tot rang 13 of tot een hogere rang mag geen aanspraak maken op het recht op de vrijwillige vierdagenweek.

Hij kan evenwel, mits de voorafgaande toestemming van het College, na een met redenen omkleed advies van de Directieraad, het recht genieten op de vrijwillige vierdagenweek in de gevallen waarbij de goede werking van de dienst niet in het gedrang komt.

§ 2. De ambtenaar die wenst gebruik te maken van het recht op de vrijwillige vierdagenweek dient een aanvraag in bij zijn hiërarchische overste van minstens rang 13 waarvan een model in bijlage 2 bij dit besluit werd gevoegd.

De aanvraag wordt ingediend minstens 3 maanden voor de aanvang van de periode waarin de ambtenaar zijn prestaties zal vervullen op basis van de vierdagenweek. De periode vangt aan op de eerste dag van een maand. Deze termijn kan in onderling overleg verminderd worden.

Indien de hiërarchische overste van minstens rang 13 van oordeel is dat het nodig is het personeelslid voltijds te werk te houden omwille van zijn kennis, bekwaamheid of specifieke aanleg of omwille van het belang van de opdracht die hem werd toegewezen, kan hij voorstellen de opening van het recht op de vierdagenweek uit te stellen tot een latere datum dan de datum gekozen door de ambtenaar zonder dat de verlopen periode tussen de door hem gekozen datum en de datum die de hiërarchische overste erkent zes maanden mag overschrijden.

§ 3. De verdeling van de prestaties maakt het voorwerp uit van een overleg tussen de ambtenaar en zijn hiërarchische overste van minstens rang 13. Het werkschema voorgesteld door het personeelslid wordt onderzocht, rekening houdende met de werking van de dienst en de aanvragen tot deeltijds werken ingediend door de andere personeelsleden van de dienst.

Indien uit dit onderzoek blijkt dat het werkschema voorgesteld door de ambtenaar niet kan worden goedgekeurd, zal de hiërarchische overste van minstens rang 13 de betrokkene de redenen meedelen waarom het voorgestelde schema geweigerd is. Hij meldt terzelfder tijd aan de betrokkene de werkschema's die kunnen worden goedgekeurd.

Het werkschema kan in onderling overleg gewijzigd worden.

§ 4. De mededeling bedoeld in de vorige paragraaf is gericht tot de ambtenaar binnen de vijf werkdagen na de indiening van de aanvraag; na deze termijn wordt het werkschema voorgesteld door de ambtenaar als aanvaard beschouwd.

§ 5. De ambtenaar beschikt over vijf werkdagen vanaf de dag na ontvangst van de mededeling bedoeld in § 3 om af te zien van zijn aanvraag. Als hij binnen deze termijn niet reageert, is het werkschema in de eerste plaats voorgesteld door de hiërarchische overste van minstens rang 13 van toepassing.

§ 6. De hiërarchische overste van minstens rang 13 kan op elk ogenblik de ambtenaar die gekozen heeft voor de vierdagenweek vragen om het werkschema aan te passen. Zonder afbreuk te doen aan §§ 3 tot 5, kan het werkschema slechts aangepast worden middels het akkoord van de betrokken ambtenaar.

§ 7. De ambtenaar kan een einde stellen aan het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek mits een opzeggingstermijn van drie maanden, behalve indien op verzoek van de betrokkene, de hiërarchische overste instemt met een kortere termijn.

§ 8. De ambtenaar die gebruik maakt van het recht op de vierdagenweek krijgt een bezoldiging gelijkgesteld met de verminderde prestaties. Deze bezoldiging wordt verhoogd met een aanvullende maandelijks bezoldiging van 70,15 euro. Dit bedrag is verbonden aan de te indexerende spilindex 138,01. De bezoldigingsaanvulling maakt integraal deel uit van de bezoldiging en is onderworpen aan de sociale zekerheidsbijdragen en aan de beroepsvoorheffing.

§ 9. Gedurende de periode waarin de ambtenaar geen prestaties te vervullen heeft in het kader van de vrijwillige vierdagenweek, mag hij geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen.

§ 10. In de loop van de periode van de vrijwillige vierdagenweek, mag de ambtenaar geen verminderde prestaties vervullen, ongeacht de reden, behalve om gezondheidsredenen. Hij mag ook geen aanspraak maken op een halftijds onderbrekingsstelsel van de beroepsloopbaan.

De periode van de vrijwillige vierdagenweek wordt tijdelijk onderbroken als een ambtenaar een van de onderstaande afwezigheden geniet :

1° zwangerschapsverlof;

2° ouderschapsverlof;

3° verlof voor dringende familiale redenen;

4° verlof om zijn kandidatuur over te leggen voor de verkiezingen van de federale wetgevende kamers, de gewest- en gemeenschapsraden of de provincieraden;

- 5° onthaalverlof met het oog op de adoptie of de officieuze voogdij;
- 6° verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan met het oog op het verlenen van palliatieve zorgen;
- 7° verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan ter gelegenheid van de geboorte van zijn kind.
- 8° verlof voor verzorging van een gezins- of familielid dat zwaar ziek is.

Een ambtenaar dat afwezig is omwille van het in lid 2 vermelde verlof is, tijdens zijn afwezigheid, niet meer onderworpen aan de bepalingen van de vrijwillige vierdagenweek, maar is onderworpen aan de bepalingen houdende de regeling van het verlof dat hij geniet.

HOOFDSTUK IV. — *Verlof wegens loopbaanonderbreking*

Art. 166. § 1. Het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan van het personeel van de besturen en elke andere bepaling die dit besluit zouden wijzigen, zijn van toepassing op de ambtenaren.

§ 2. Wanneer de vraag uitgaat van een ambtenaar bekleed met de graad van adviseur-diensthoofd of van bestuursdirecteur, moet zij noodzakelijkerwijze betrekking hebben op een voltijdse loopbaanonderbreking.

§ 3. De in § 2 bedoelde ambtenaren moeten voorafgaandelijk een met redenen omklede aanvraag indienen bij de overheid waaronder zij ressorteren.

Die aanvraag wordt aan de directieraad voorgelegd die hierover een met redenen omkleed advies moet uitbrengen binnen een termijn van een maand waarbij in het bijzonder gelet wordt op de naleving van de goede werking van de diensten. Het College doet uitspraak binnen de termijn van één maand.

§ 4. Dit artikel niet van toepassing op de titularis van een mandaat.

HOOFDSTUK V. — *Verloven van korte duur*

Afdeling 1. — Jaarlijks vakantieverlof

Art. 167. De ambtenaar heeft recht op een jaarlijks vakantieverlof van 35 werkdagen.

Dit aantal van 35 werkdagen stijgt naar 36 na vijf dienstjaren en naar 37 dagen na 10 dienstjaren.

De ambtenaar geniet een bijkomend vakantieverlof waarvan de duur naargelang de leeftijd als volgt is bepaald :

- 1° op 60 jaar : één werkdag;
- 2° op 61 jaar : twee werkdagen;
- 3° op 62 jaar : drie werkdagen;
- 4° op 63 jaar : vier werkdagen;
- 5° op 64 jaar : vijf werkdagen.

Art. 168. Het vakantieverlof wordt genomen naar keuze van de ambtenaar en met inachtneming van de behoeften van de dienst. De ambtenaar heeft recht op een vakantieverlof van minstens 10 opeenvolgende werkdagen.

Art. 169. De ambtenaar heeft het recht om, binnen een periode van 35 werkdagen, vier werkdagen verlof te nemen om te zorgen voor een persoon die onder hetzelfde dak woont en die ziek is of die het slachtoffer is van een ongeval, zonder dat het belang van de dienst hiertegen kan worden ingeroepen.

Als persoon die onder hetzelfde dak woont dient te worden beschouwd : de echtgeno(o)t(e), de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een bloed- of aanverwant van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, een persoon opgenomen met het oog op adoptie of pleegvoogdij. De ambtenaar moet een doktersattest voorleggen om het volgende te bewijzen :

- 1° de ziekte of het ongeval;
- 2° de dringende noodzaak van de aanwezigheid van de ambtenaar;

Art. 170. Als de ambtenaar de vier werkdagen bedoeld in artikel 169, 1ste lid, of alle werkdagen bepaald in artikel 167, heeft opgenomen, heeft hij/zij recht op twee bijkomende werkdagen voor dezelfde redenen en onder dezelfde voorwaarden als in artikel 169.

Art. 171. De personeelsleden die een van de hieronder vermelde functies uitoefenen, krijgen zes bijkomende verlofdagen vergeleken met het aantal jaarlijkse vakantiedagen bedoeld in artikel 167 van dit besluit op voorwaarde dat ze hun functie op een onderwijscampus uitoefenen en blijven uitoefenen en dat het jaarlijks vakantieverlof volledig opgenomen wordt tijdens de schoolvakantieperiodes.

Van zodra één van de twee in het eerste lid opgesomde voorwaarden niet meer vervuld is, verliest het betroffen personeelslid definitief het voordeel van de zes bijkomende verlofdagen per jaar.

Echter, het personeelslid dat, wegens ziekte of een arbeidsongeval, met verlof is tijdens de schoolvakantieperiodes en dat hierdoor verhinderd wordt om in deze periode zijn jaarlijkse vakantie te nemen, verliest niet het voordeel van de zes bijkomende verlofdagen.

§ 2. Het personeel tewerkgesteld in de volgende sectoren of diensten in de scholen en waarvan het werk rechtstreeks betrekking heeft op het pedagogische instrument, geniet van zes bijkomende verlofdagen :

- 1° secretariaat-boekhouding;
- 2° tuinbouw;
- 3° keuken;
- 4° economaat;
- 5° personeel voor de was;
- 6° chauffeurs;
- 7° laboratorium;
- 8° onderhoudspersoneel;
- 9° PMS-centrum;

Het personeel tewerkgesteld in de volgende diensten of sectoren op de campus van CERIA en waarvan het werk rechtstreeks verbonden is met het pedagogische instrument krijgt zes bijkomende verlofdagen;

- 1° free-flow;
- 2° economaat;
- 3° bodes;
- 4° personeel voor de was.

Art. 172. Het jaarlijks verlof wordt opgenomen in het kalenderjaar, volgens de voorwaarden die door de algemene bestuurder of door de adjunct-algemene bestuurder zijn vastgelegd.

De modaliteiten voor de opschorting van niet-gebruikte vakantiedagen worden vastgelegd door de algemeen bestuurder of de adjunct-algemeen bestuurder na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties.

Art. 173. § 1. Behalve de bijkomende jaarlijkse vakantiedagen vermeld in artikel 167 waarvan de duur vastgelegd is volgens de leeftijd, worden de jaarlijkse verloven verminderd :

1. wanneer de ambtenaar in de loop van het jaar in dienst treedt of zijn/haar ambt neerlegt;
2. wanneer de ambtenaar tijdens het jaar verloven heeft verkregen :
 - a. voor een stage of een proefperiode bij een andere overheidsdienst;
 - b. om een mandaat te vervullen in een Belgische overheidsdienst :
 - c. om zich kandidaat te stellen voor wetgevende, provinciale, regionale, Europese en gemeentelijke verkiezingen;
 - d. wegens de halftijdse vervroegde uittreding;
 - e. voor de vrijwillige vierdagenweek;
 - f. voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
 - g. wanneer de ambtenaar met verlof is voor een opdracht;
 - h. wanneer de ambtenaar ter beschikking gesteld wordt van de Koning
 - i. wanneer de ambtenaar met facultatief politiek verlof is of met politiek verlof

§ 2. De afwezigheden tijdens dewelke de ambtenaar in de administratieve stand van non-activiteit of disponibiliteit is geplaatst, leiden eveneens tot een evenredige vermindering van het vakantieverlof.

Het aantal dagen wordt altijd berekend per halve of volledige dag. Dit aantal wordt naar boven afgerond naar de halve of hele dag.

Art 174. De vakantieverlofdagen die in dit besluit zijn vastgelegd, worden opgeschort in het geval van ziekte voor zover de medische controle mogelijk is.

Art. 175. Het jaarlijks vakantieverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Hetzelfde geldt voor de twee bijkomende dagen bepaald in artikel 170 en de twee bijkomende dagen bepaald in artikel 171.

Afdeling 2. — Feestdagen

Art. 176. § 1. De ambtenaar heeft verlof tijdens de wettelijke feestdagen, alsook op 27 september, 2 en 15 november en 26 december. Een halve dag verlof wordt ter compensatie toegekend ter vervanging van de verlofnamiddag van 22 juli.

De in het eerste lid bedoelde verlofdagen die samenvallen met een zaterdag of een zondag, worden opgenomen volgens de betamelijkheid van de ambtenaar, rekening houdend met de noodzaken van de dienst.

§ 2. De ambtenaar die krachtens de arbeidstijdsregeling die op hem van toepassing is, of ten gevolge van de behoeften van de dienst, verplicht is te werken op één van de dagen bedoeld in § 1, verkrijgt vervangende verlofdagen die kunnen worden genomen onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof.

§ 3. De in dit artikel bedoelde verloven worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 3. — Uitzonderlijk verlof

Art. 177. Uitzonderlijk verlof wordt toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

- 1° de verandering van standplaats opgelegd in het belang van de dienst : 2 werkdagen;
- 2° om deel uit te maken van de jury van het hof van assisen en dit tijdens de duur van de zitting.

Art. 178. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 4. — Verlof om familiale redenen

Onderafdeling 1. — Omstandigheidsverlof

Art. 179. De ambtenaar krijgt binnen de perken zoals hierna bepaald en ten laatste binnen de drie maanden na hun optreden, verlof naar aanleiding van de volgende gebeurtenissen :

1. het huwelijk van de ambtenaar of viering van het wettelijk samenwonen : vier werkdagen;
2. de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : veertien werkdagen;
3. het overlijden van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde : vier werkdagen;
4. het overlijden van een bloed- of aanverwant in de eerste graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : vier werkdagen;
5. het huwelijk of viering van het wettelijk samenwonen van een kind van de ambtenaar of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : twee werkdagen;
6. het overlijden van een bloed- of aanverwant in om het even welke graad van de ambtenaar, van de echtgeno(o)t(e) of van de persoon met wie de ambtenaar onder hetzelfde dak samenleeft : twee werkdagen;
7. het overlijden van een familielid tot in de derde graad dat niet onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar : een werkdag.
8. het huwelijk van een broer, zus, schoonbroer, schoonzus, de vader, de moeder, schoonvader, tweede echtgenoot van de moeder, van de schoonmoeder, van de tweede echtgenote van de vader, van het kleinkind van de ambtenaar : een werkdag.

De aanvraag moet steunen op een officieel document.

Als de gebeurtenis zich voordoet in de loop van een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof verminderd.

Art. 180. Dit verlof kan per hele dag of per halve dag genomen worden.

Art. 181. Deze verloven worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Onderafdeling 2. — Verlof om dwingende redenen van familiale aard

Art. 182. Een ambtenaar heeft recht op maximaal 45 werkdagen verlof per kalenderjaar wegens :

1° de ziekenhuisopname van een persoon die bij de ambtenaar inwoont, of van een familielid of aanverwant in de eerste graad die bij de ambtenaar niet inwoont;

2° bijstand aan een persoon die bedlegerig is en bij de ambtenaar inwoont, of van een bedlegerig familielid of aanverwant in de eerste graad die bij de ambtenaar niet inwoont, maar speciale zorgen nodig heeft omwille van zijn gezondheidstoestand;

3. de kinderopvang voor kinderen jonger dan 15 jaar;

4° de opvang van een gehandicapt kind zonder leeftijdslimiet.

Als het verlof om dwingende redenen van familiale aard wordt opgenomen in een deeltijdse werkperiode, wordt het verlof ingekort.

De aanvraag voor een verlof als bepaald in 3° en 4° moet één maand voor het begin van dit verlof ingediend worden, deze termijn kan beperkt worden in onderling overleg.

Art. 183. Dit verlof kan per hele of per halve dag genomen worden.

Art. 184. Voor het overige wordt het gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Dit verlof wordt niet bezoldigd.

Onderafdeling 3. — Ouderschapsverlof

Art. 185. Aan de ambtenaar in dienstactiviteit wordt, bij de geboorte of de adoptie van een kind, maximaal drie maanden ouderschapsverlof toegestaan. Dit verlof moet worden genomen vóór het kind de leeftijd van 10 jaar heeft bereikt. Het verlof moet worden gesplitst in maanden en moet worden genomen met volledige dagen. Op het einde van het ouderschapsverlof heeft de ambtenaar het recht om zijn functie terug te krijgen of, in geval van onmogelijkheid, een gelijkwaardige of gelijksoortige job.

Art. 186. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Onderafdeling 4. — Opvangverlof met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij

Art. 187. Een opvangverlof wordt toegestaan aan de ambtenaar die een kind beneden de tien jaar opneemt in zijn of haar familie met het oog op de adoptie of de pleegvoogdij.

De maximumduur van het opvangverlof bedraagt vier weken wanneer het opgenomen kind de leeftijd van drie jaar heeft bereikt en zes weken wanneer het kind deze leeftijd nog niet heeft bereikt.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind mindervalide is en aan de voorwaarden voldoet om kinderbijslag te genieten overeenkomstig artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag van de loonarbeiders of artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

Art. 187/1. De ambtenaar die van dit verlof wil genieten, deelt aan de leidend ambtenaar de datum mede waarop het verlof zal starten en de duur ervan. Deze mededeling gebeurt schriftelijk en minstens één maand voor de aanvang van het verlof tenzij een kortere termijn wordt goedgekeurd op vraag van de betrokkene.

De ambtenaar moet de volgende documenten voorleggen :

1° een attest, uitgereikt door de centrale overheid bevoegd voor de Gemeenschap, dat de toekenning van een kind aan een ambtenaar bevestigt om het verlof van maximaal drie weken te krijgen vooraleer het kind in het gezin wordt opgevangen;

2° een attest dat de inschrijving van het kind bevestigt in het bevolkingsregister of het register van buitenlanders om het overige verlof op te kunnen nemen.

Art. 188. Dit verlof is bezoldigd en wordt gelijkgesteld aan een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 5. — Moederschapsbescherming

Art. 189. § 1. Het moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de wet van 16 maart 1971 betreffende het werk, wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. De bezoldiging voor de periode tijdens dewelke de vrouwelijke ambtenaar in moederschapsverlof is, mag slechts 15 weken duren of 19 weken in geval van een meerling.

De bezoldiging voor de verlenging van het postnatale verlof toegekend bij toepassing van artikel 189/2 mag 1 week niet overschrijden. De bezoldiging voor de verlenging van de postnatale rustperiode toegekend bij toepassing van artikel 189/8 mag 24 weken niet overschrijden.

§ 3. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de vijf weken die vallen voor de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van de vrouwelijke ambtenaar veranderd in bevallingsverlof.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zeven weken die, in geval van geboorte van een meerling, vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat.

§ 4. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar het prenatale verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum plaatsvindt, wordt het prenatale verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt de vrouwelijke ambtenaar zich in moederschapsverlof.

In afwijking van paragraaf 2 van dit artikel is de bezoldiging verschuldigd.

§ 5. Op vraag van de vrouwelijke ambtenaar, wordt het moederschapsverlof, bij toepassing van artikel 39 van de wet betreffende het werk van 16 maart 1971, na de negende week, verlengd met een periode waarvan de duur gelijk is met de duur van de periode tijd waarin ze is blijven werken vanaf de zesde week vóór de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de achtste week wanneer er een meerling verwacht wordt. In geval van vroeggeboorte wordt deze periode verminderd met de dagen waarop arbeid verricht werd tijdens de periode van zeven dagen die de bevalling voorafgaat.

Art. 189/1. De volgende afwezigheden worden gelijkgesteld met werkdagen die mogelijk opgeschort mogen worden na het postnatale verlof, die tijdens de zes weken vallen waarin in geval van een meerling, gedurende de acht weken vóór de zevende dag voor de werkelijke datum van de bevalling :

1° jaarlijks vakantieverlof;

2° feestdagen vastgelegd in artikel 176;

3° verloven vastgelegd in artikelen 169, 170 en 179;

4° verlof voor dwingende reden van familiale aard;

5° afwezigheden wegens ziekte met uitzondering van de afwezigheden bedoeld in artikel 189, § 3.

Art. 189/2. Op vraag van de vrouwelijke ambtenaar wordt de periode van arbeidsonderbreking verlengd na de negende week, met een periode van één week, indien de vrouwelijke ambtenaar afwezig is geweest wegens ziekte tijdens de hele periode vanaf de zesde week voor de werkelijke datum van de bevalling of vanaf de achtste week wanneer er een meerling wordt verwacht.

In geval van een meerling, wordt de periode van de arbeidsonderbreking na de negende week op vraag van de vrouwelijke ambtenaar eventueel verlengd met maximaal twee weken.

Art. 189/3. Overeenkomstig artikel 39, 3e lid, van de wet van 16 maart 1971 betreffende het werk, kunnen de laatste twee weken van de postnatale rustperiode op haar aanvraag omgezet worden in dagen van postnatale rustverlof wanneer de vrouwelijke ambtenaar de periode van arbeidsonderbreking met minstens twee weken na de negende week kan verlengen.

Ten laatste vier weken voor het einde van de verplichte postnatale rustperiode, deelt de vrouwelijke ambtenaar aan de instantie waaronder ze valt, schriftelijk mede over de verandering en de planning bedoeld in artikel 39, 3de lid van de wet betreffende het werk van 16 maart 1971.

Overeenkomstig artikel 39, 3e lid, van de wet betreffende het werk van 16 maart 1971, moeten de verlofdagen van postnatale rust binnen acht weken vanaf het einde van de ononderbroken postnatale rustperiode genomen worden.

De verlofdagen van postnatale rust worden gelijkgesteld met een dienstactiviteit.

Art. 189/4. § 1. Tijdens de zwangerschap of lactatie, mogen de vrouwelijke ambtenaren geen bijkomend werk verrichten. Onder bijkomend werk, bij toepassing van dit artikel, wordt verstaan, elke arbeid dat de 37,5 uur per week overschrijdt.

§ 2. De vrouwelijke ambtenaar die, bij toepassing van artikel 42 en 43 van de wet van 16 maart 1971 betreffende het werk en van artikel 18 van de wet van 14 december 2000 tot vastlegging van bepaalde aspecten van de verdeling van de werktijd in de publieke sector, wordt vrijgesteld van het werk, krijgt gedurende de nodige tijd verlof. Het verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 189/5. Het artikel 189 is niet van toepassing in geval van een miskraam vóór de 181ste dag van de zwangerschap.

Art. 189/6. § 1. Indien de moeder van het kind tijdens de bevalling of tijdens het moederschapsverlof overlijdt, of indien ze opnieuw in het ziekenhuis wordt opgenomen, krijgt de vader van het kind of de ambtenaar met wie de moeder op het moment van de geboorte van het kind samenleeft, op zijn verzoek, verlof ter vervanging van het moederschapsverlof met het oog op de verzekering van de opvang van het kind.

§ 2. In geval van overlijden van de moeder, wordt de duur van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof maximaal gelijkgesteld met de duur van het moederschapsverlof dat door de moeder nog niet is opgebruikt. De ambtenaar die de vader van het kind is of de persoon met wie de moeder samenleeft op het ogenblik van de geboorte van het kind en die gebruik wil maken van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof, deelt dit schriftelijk mede aan de instantie waaronder deze valt binnen zeven dagen te tellen vanaf het overlijden van de moeder. Dit schrijven vermeldt de datum van de aanvang van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof en de waarschijnlijke duur ervan. Een uittreksel van de overlijdensakte wordt zo snel mogelijk opgesteld.

§ 3. In geval van ziekenhuisopname van de moeder kan de ambtenaar die de vader van het kind is of de persoon met wie de moeder samenleeft op het ogenblik dat het kind geboren wordt, gebruik maken van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof mits de volgende voorwaarden :

1° het pasgeboren kind moet het ziekenhuis verlaten hebben;

2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan 7 dagen duren;

§ 4. Het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof mag slechts aanvangen voor de zevende dag na de dag van de geboorte van het kind en komt ten einde op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde komt en ten laatste op het einde van het deel van het moederschapsverlof dat door de moeder nog niet opgebruikt werd.

§ 5. De ambtenaar die de vader is van het kind of de persoon met wie de moeder samenleeft op het ogenblik dat het kind geboren wordt en die gebruik wil maken van het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof informeert de instantie waaronder hij ressorteert, hierover schriftelijk. Dit schrijven vermeldt de datum van de aanvang van het verlof en de waarschijnlijke duur ervan. De aanvraag tot verlof wordt gesteund door een attest die de duur van de hospitalisatie van de moeder voor echt verklaart bovenop de zeven dagen die volgen op de dag van de bevalling en de dag waarop de pasgeborene uit het ziekenhuis is gekomen.

Art. 189/7. Het verlof ter vervanging van het moederschapsverlof toegekend aan de vader van het kind of aan de persoon met wie de moeder samenleeft op het ogenblik dat het kind geboren wordt, is bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 189/8. Indien, na de eerste zeven dagen vanaf zijn geboorte, de pasgeborene in het ziekenhuis moet blijven, kan het postnatale rustverlof, op vraag van de vrouwelijke ambtenaar, verlengd worden met een duur dat gelijk is aan de periode tijdens dewelke haar kind in het ziekenhuis opgenomen is na de eerste zeven dagen. De duur van deze verlenging mag vierentwintig weken niet overschrijden. Hiervoor moet de vrouwelijke ambtenaar aan de instantie waartoe ze behoort, het volgende afgeven :

1° op het einde van de postnatale rustperiode, een attest van het ziekenhuis dat bevestigt dat de pasgeborene in het ziekenhuis is gebleven na de eerste zeven dagen vanaf de geboorte en waarin de duur van de hospitalisatie vermeld wordt;

2° indien nodig, op het einde van de verlengingsperiode die voortvloeit uit de bepalingen voorzien in dit lid, een nieuw attest van het ziekenhuis met de vermelding dat de pasgeborene het ziekenhuis nog niet heeft verlaten en met vermelding van de duur van de hospitalisatie.

Art. 189/9. De vrouwelijke ambtenaar kan op haar vraag, een dienstvrijstelling krijgen om prenatale medische testen te ondergaan die niet kunnen plaatsvinden buiten de diensturen.

De aanvraag moet vergezeld gaan van een medisch attest.

Art. 189/10. § 1. De ambtenaar heeft recht op een dienstvrijstelling om haar kind borstvoeding te geven en/of melk af te kolven tot zeven maanden na de geboorte van het kind.

In uitzonderlijke omstandigheden die te maken hebben met de gezondheidstoestand van het kind, bevestigd door een medisch attest, kan de totale periode tijdens dewelke de ambtenaar het recht heeft om borstvoedingspauzes te nemen, verlengd worden met maximaal 2 maanden.

§ 2. De borstvoedingspauze duurt een half uur. Een ambtenaar die per dag vier uur of meer werkt, mag één pauze nemen gedurende die dag. De ambtenaar die minstens 7.30 uur werkt per werkdag, mag twee pauzes nemen diezelfde dag. Indien de ambtenaar recht heeft op twee pauzes gedurende de werkdag, mag ze deze in één of twee keer nemen op die dag.

De duur van de borstvoedingspauze(s) is inbegrepen in de duur van de prestaties van de werkdag.

De moment(en) van de dag waarop de ambtenaar haar borstvoedingspauze(s) kan nemen, is (zijn) overeen te komen tussen de ambtenaar en haar hiërarchische overste van minstens rang 13. De ambtenaar die gebruik wil maken van de borstvoedingspauzes waarschuwt haar hiërarchische overste van minstens rang 13 hierover schriftelijk en dit twee weken op voorhand, tenzij deze aanvaardt om dit termijn in te korten op vraag van de geïnteresseerde.

Het recht op borstvoedingspauzes wordt toegekend middels een bewijs van borstvoeding. Het bewijs is, vanaf het begin van de uitoefening van het recht op borstvoedingspauzes, in te dienen via een attest van een consultatiecentrum voor zuigelingen (O.N.E., Kind en Gezin of Dienst für Kind und Familie) of per medisch attest, naargelang wat de ambtenaar verkiest.

Vervolgens moet de ambtenaar maandelijks een medisch attest of certificaat voorleggen aan de instantie waaronder ze ressorteert, telkens op de verjaardag van de uitoefening van het recht op borstvoedingspauzes.

Afdeling 6. — Verlof wegens ziekte of humanitaire reden

Art. 190. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van het geven van :

1° bloed : één dag;

2° bloedplasma : één halve dag;

3° bloedplaatjes : één dag.

Dit verlof kan op de dag zelf of de dag nadien worden genomen. Per jaar kunnen maximaal vier werkdagen worden opgespaard.

De ambtenaar moet een bewijs kunnen voorleggen van het geven van bloed, plasma, of bloedplaatjes.

Art. 191. De ambtenaar verkrijgt een verlof voor het afstaan van beenmerg, organen of weefsels. Dit verlof wordt toegestaan voor een periode die met de duur van de hospitalisatie en van de herstelperiode overeenkomt. Met de duur die noodzakelijk is voor voorafgaande geneeskundige onderzoeken uit te voeren, kan eveneens rekening worden gehouden.

De aanvraag moet met een doktersattest worden gestaafd.

Art. 192. Wanneer de echtgeno(o)t(e) of de persoon met wie de ambtenaar samenleeft of een lid van het gezin, dat onder hetzelfde dak woont als de ambtenaar, wordt getroffen door een ziekte waarvan de ernst en de besmettelijkheid door de arts zijn vastgesteld, moet deze arts met de hoofdarts van het geneeskundig controlecentrum van de administratieve gezondheidsdienst, waaronder de ambtenaar ressorteert, contact opnemen, teneinde in onderlinge overeenstemming de meest geschikte preventieve maatregelen te bepalen met inbegrip van chimioprofylaxie en eventueel verlof.

Art. 193. De ambtenaar krijgt verlof naar aanleiding van :

1° het volgen van lessen aan de school bij het korps van de Civiele Bescherming;

2° het verrichten van prestaties als vrijwillige dienstmeneer bij dit korps in vredetijd.

Art. 194. Voor zover het niet onverenigbaar is met het belang van de dienst, kan de ambtenaar verlof krijgen van maximaal vijf werkdagen per jaar om mindervaliden en zieken te vergezellen of om andere humanitaire diensten te verrichten tijdens vakantie-reizen en -verblijven in België of in het buitenland.

Deze reizen of verblijven worden georganiseerd door een openbare instelling of een vereniging waarvan de opdracht erin bestaat de zorg voor mindervaliden, zieken en humanitaire acties op zich te nemen. De vereniging of instelling moet erkend zijn door de Belgische Staat of door een van zijn federale entiteiten.

De verlofaanvraag moet worden gestaafd met een attest waarbij de vereniging of instelling verklaart dat de reis of het verblijf onder haar verantwoordelijkheid valt.

Art. 195. Deze verloven worden bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Afdeling 7. — Studieverlof en verlof om een proef af te leggen

Onderafdeling 1. — Studieverlof

Art. 196. De algemene bestuurder kan een studieverlof toekennen aan de ambtenaar zodat deze zich kan voorbereiden op een proef waarbij er leerstof is.

Art. 197. De ambtenaar die zich heeft ingeschreven voor een selectie georganiseerd door SELOR op vraag van de Franse Gemeenschapscommissie kan een studieverlof van maximum drie dagen krijgen.

De ambtenaar die zich ingeschreven heeft voor een selectie georganiseerd door SELOR op initiatief van de federale Staat of een andere federale entiteit dan de Franse Gemeenschapscommissie, kan een studieverlof van maximaal drie dagen krijgen, voor zover de Gemeenschapscommissie niet over een gelijkaardige wervingsreserve beschikt.

De ambtenaar die zich heeft ingeschreven voor een proef van een toelatingsexamen van niveau 2, 2+ of 1, kan maximaal vijf dagen studieverlof krijgen, voor zover hij deelgenomen heeft aan minstens 80 % van de opleidingsessies met uitzondering van een geval van overmacht.

De ambtenaar die deelgenomen heeft aan de opleiding georganiseerd in het kader van de bevordering tot rangen 25 of 35 geniet van een studieverlof van een halve dag om de evaluatie van het verworvene voor te bereiden dat elke module afrondt.

De ambtenaar die deelgenomen heeft aan een erkende opleiding van 3e cyclus voor de bevordering tot rangen 13 en 15, kan genieten van een studieverlof van maximaal vijf dagen per semester om de examens voor te bereiden en de werkzaamheden die erbij horen. Het studieverlof mag niet meer dan twee keer toegekend worden voor hetzelfde examen.

De ambtenaar die een hogere beroepsopleiding volgt, kan genieten van een studieverlof van maximaal drie dagen om een examen voor te bereiden dat deze opleiding afrondt.

In afwijking van leden 1 en 5, wordt er geen enkel studieverlof toegekend om het volgende voor te bereiden :

de complementaire testen van een selectie georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

de thesis die een erkende opleiding van 3e cyclus afrondt voor de bevordering tot rangen 13 en 15.

Art. 198. De duur van het studieverlof wordt vastgelegd door de algemeen bestuurder, op voorstel van de dienst belast met de Opleiding, in functie van de omvang en de moeilijkheid van de materie.

Voor de deeltijdse ambtenaar wordt het studieverlof prorata temporis ingekort.

Het studieverlof moet voor de proef worden opgenomen : deze wordt vastgelegd in onderlinge overeenstemming met de hiërarchische overste van minstens rang 13 van de werknemer rekening houdend met de behoeften van de dienst.

In de veronderstelling dat de ambtenaar de proef niet aflegt of geen bewijs afgeeft van zijn deelname binnen de tien dagen na de proef, zullen de eventuele afwezigheidsdagen omgezet worden in jaarlijkse vakantiedagen, uitgezonderd in geval van overmacht.

Onderafdeling 2. — Verlof om een proef af te leggen

Art. 199. § 1. De ambtenaar krijgt een dienstvrijstelling om deel te nemen aan :

- een selectieproef georganiseerd door SELOR op vraag van de Franse Gemeenschapscommissie;
- een selectieproef georganiseerd op initiatief van een andere autoriteit dan de Franse Gemeenschapscommissie voor zover de Franse Gemeenschapscommissie niet beschikt over een gelijkaardige wervingsreserve;
- een proef georganiseerd in het kader van een toelatingsexamen voor de niveaus 2, 2+ of 1;
- een evaluatie van het verworvene georganiseerd in het kader van de bevordering tot rangen 25 en 35;
- een proef of mondelinge verdediging van de thesis georganiseerd in het kader van een erkende opleiding van derde cyclus voor de bevordering tot rangen 13 en 15;
- de proef ter afronding van de hogere beroepsopleiding.

§ 2. De ambtenaar geniet van een recuperatieverlof wanneer de proef buiten de werkuren plaatsvindt.

Het recuperatieverlof moet de eerste werkdag na de proef opgenomen worden. Indien de behoeften van de dienst dit vereisen, kan de hiërarchische overste van minstens rang 13 van deze regel afwijken. Het recuperatieverlof mag echter niet uitgesteld worden tot langer dan één maand na de proef.

§ 3. De dienstvrijstelling of het recuperatieverlof is een halve dag of een volledige dag naargelang de aangekondigde duur van de proef meer of minder dan drie uur bedraagt.

§ 4. In de veronderstelling dat de ambtenaar de proef niet aflegt of geen bewijs van zijn deelname binnenbrengt binnen de tien dagen na de proef, zal de eventuele dag van afwezigheid omgezet worden in jaarlijks vakantieverlof, uitgezonderd in geval van overmacht.

Afdeling 8. — Opleidingsverlof

Onderafdeling 1. — Loopbaanvorming

Art. 200. § 1. De ambtenaar geniet van een dienstvrijstelling om deel te nemen aan een opleiding georganiseerd in het kader van :

- de toegang tot niveaus 2, 2+ of 1;
- de bevordering tot rang 25 of 35;
- de bevordering tot rangen 13 en 15.

§ 2. De ambtenaar geniet van een recuperatieverlof wanneer de opleiding buiten zijn diensturen plaatsvindt.

Voor de ambtenaar die deeltijds werkt, wordt het recuperatieverlof prorata temporis ingekort.

Het recuperatieverlof moet opgenomen worden binnen de maand die volgt op de opleiding. Indien de behoeften van de dienst dit vereisen, kan de hiërarchische overste van rang 13 afwijken van deze regel. Het recuperatieverlof kan echter niet uitgesteld worden tot na de derde maand volgend op de opleiding.

Art. 201. Het recht op dienstvrijstelling of recuperatieverlof om een erkende opleiding van de 3e cyclus te volgen voor de bevordering tot de rangen 13 en 15 wordt beperkt tot twee kansen over de hele loopbaan.

Onderafdeling 2. — De hogere beroepsopleiding.

Art. 202. § 1. De hogere beroepsopleiding is een korte opleiding die onmiddellijk de dagelijkse praktijk van de ambtenaar verbetert. Deze wordt aangeboden of opgelegd door de hiërarchische overste van minstens rang 13 en de dienst belast met de Opleiding, of wordt goedgekeurd door deze laatste na een voorstel van de ambtenaar.

§ 2. De basisopleidingen en omscholingen van hulpverleners en mensen met een EHBO-opleiding worden gelijkgesteld met de hogere beroepsopleidingen.

§ 3. De ambtenaar volgt de hogere beroepsopleiding gedurende zijn diensturen of geniet van recuperatieverlof indien deze opleiding buiten de diensturen valt.

Het recuperatieverlof moet opgenomen worden in de maand volgend op de opleiding. Indien de behoeften van de dienst het rechtvaardigen, kan de hiërarchische overste van minstens rang 13 van deze regel afwijken. Het recuperatieverlof mag echter niet na drie maanden volgend op de opleiding, opgenomen worden.

§ 4. De inschrijvings- en verplaatsingskosten worden gedragen door de dienst belast met de Opleiding.

De syllabi et documentatie zijn ten laste van de dienst voor de Opleiding, indien deze absoluut noodzakelijk zijn voor het volgen van de opleiding. Zij worden dan eigendom van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 5. De inschrijving van de ambtenaar voor een opleiding impliceert zijn formele engagement om de opleiding te volgen, of deze nu op vraag van de ambtenaar is gekozen of hem opgelegd werd. Indien de ambtenaar de opleiding onmogelijk kan bijwonen, moet hij zijn afwezigheid onmiddellijk rechtvaardigen bij de dienst belast met de Opleiding. Bij gebrek zullen de kosten voor deze opleiding ten laste van de ambtenaar kunnen komen en door het College teruggekregen worden.

Onderafdeling 3. — Vrijwillige beroepsopleiding

Art. 203. § 1. De ambtenaar die het initiatief neemt om de volgende opleidingen te volgen, kan van een opleidingsverlof genieten :

- a. de lessen van het afstandsonderwijs van het ministerie van de Franse Gemeenschap;
- b. de lessen van het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie;
- c. de lessen van het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap;
- d. de lessen van de universiteiten en hogescholen georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Franse Gemeenschap.

Deze opleidingen moeten erkend zijn als beroepsopleidingen. Onder beroepsopleiding wordt verstaan elke opleiding die overeenkomt met :

- ofwel de huidige functie van de ambtenaar;
- ofwel een bestaande permanente functie binnen de diensten van het College.

§ 2. Het opleidingsverlof wordt toegekend door de leidend ambtenaar op voorstel van de dienst belast met de Opleiding, na advies van de hiërarchische overste van minstens rang 13 van de ambtenaar. Het opleidingsverlof kan volledig of gedeeltelijk geweigerd worden indien de afwezigheid die het met zich meebrengt onverenigbaar is met het belang van de dienst. Een weigering gerechtvaardigd door het belang van de dienst mag geen twee jaren na elkaar aan de ambtenaar opgelegd worden.

Het recht op opleidingsverlof wordt beperkt tot twee opleidingsverloven voor eenzelfde studieniveau, ongeacht de afdeling. Wat het afstandsonderwijs betreft, kan deze slechts één maal toegekend worden voor eenzelfde studieprogramma.

§ 3. De duur van het opleidingsverlof komt overeen met het aantal lessen met een maximum van 120 uren per schooljaar en per studiejaar in geval van spreiding van de lessen van één studiejaar over twee schooljaren.

Voor het afstandsonderwijs verschijnt het aantal uren waarmee rekening gehouden moet worden voor de toekenning van het opleidingsverlof op het inschrijvingsbewijs.

Per schooljaar wordt verstaan de periode van 1 september tot 30 september van het volgende jaar.

Het aantal toegekende uren wordt proportioneel verminderd met bepaalde verloven verkregen tijdens de betrokken periode en in geval van deeltijdse tewerkstelling.

§ 4. Het opleidingsverlof wordt toegekend mits een controle van de inschrijving en een controle van de regelmatige aanwezigheid. Deze controles gebeuren op basis van een inschrijvingsbewijs en een bewijs van regelmatige aanwezigheid die de ambtenaar moet voorleggen.

Indien de ambtenaar vroegtijdig de opleiding verlaat, komt het opleidingsverlof op dat ogenblik ten einde. In dit geval, deelt de ambtenaar onmiddellijk aan de dienst belast met de Opleiding mede dat hij stopt en geeft deze zijn bewijs van regelmatige afwezigheid.

De ambtenaar mag slechts afwezig zijn zonder geldige reden maximaal één vijfde van de opleiding. Het recht op opleidingsverlof wordt opgeschort indien het bewijs van regelmatige aanwezigheid aantoont dat de ambtenaar de opleiding waarvoor hij opleidingsverlof heeft gekregen, niet regelmatig heeft gevolgd. De opschorting strekt zich uit tot het resterende deel van het schooljaar en tot de drie daaropvolgende schooljaren.

§ 5. Voor de opleidingen die de aanwezigheid in de les vereisen, moet het opleidingsverlof gebruikt worden tijdens de les- of examenperiodes.

De verdeling van de uren is vastgelegd na overeenkomst met de hiërarchische overste van minstens rang 13 in functie van de behoeften van de dienst. Deze verdeling mag geen afbreuk doen aan het recht van de ambtenaar om deel te nemen aan lessen en examens.

§ 6. De dienst belast met de Opleiding dekt de inschrijvingskosten die forfaitair begrensd zijn op 400 €. De andere kosten zijn ten laste van de ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *De verloven van lange duur*

Afdeling 1. — Verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden

Art. 204. § 1. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad of bevorderingsgraad verkregen bij toepassing van artikel 59 van dit besluit, hebben recht op de verminderde prestaties om persoonlijke redenen.

De ambtenaren die houders zijn van een bevorderingsgraad verkregen bij toepassing van artikel 54 van dit besluit, middels toestemming van de algemeen bestuurder of de adjunct-algemeen bestuurder, hebben recht op deze verloven.

De ambtenaren die mandaathouders zijn, worden van deze verloven uitgesloten.

§ 2. De ambtenaar moet 50 %, 60 % of 80 % van de prestaties volbrengen die hem normaal worden opgelegd.

De verminderde prestaties om persoonlijke redenen worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere vaste verdeling over de week verricht.

In afwijking van het eerste lid kan de algemeen bestuurder beslissen voor sommige door hem bepaalde ambten een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

De verminderde prestaties moeten steeds een aanvang nemen bij het begin van de maand.

Art. 205. De aanvraag wordt via hiërarchische weg ingediend en minstens drie maanden voor het begin van de periode waarbinnen de ambtenaar zijn functies uitoefent van verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden. Dit termijn kan in onderlinge overeenstemming verkort worden zonder korter dan één maand te zijn.

Art. 206. Voor zover het belang van de dienst dit rechtvaardigt, wordt de toelating om verminderde prestaties te verrichten goedgekeurd voor een periode van minstens drie maanden en hoogstens vierentwintig maanden. Verlengingen van minstens drie maanden en hoogstens vierentwintig maanden kunnen toegekend worden.

Elke verlenging is onderworpen aan een aanvraag van de ambtenaar, ingediend minstens één maand voor het verstrijken van het lopende verlof.

Art. 207. De verdeling van de prestaties is het voorwerp van een overleg tussen de ambtenaar en de hiërarchische overste van minstens rang 13 en de directeur van het bestuur waarvan deze afhankelijk is. Het werkschema wordt bekeken rekening houdend met de werking van de dienst alsook de aanvragen tot deeltijds werken ingediend door de andere personeelsleden van de dienst.

Art. 208. De ambtenaar kan zijn ambt volledig hervatten voordat de toegestane periode verstrijkt met inachtneming van een opzegperiode van één maand.

Art. 209. De machtiging om verminderde prestaties te verrichten wordt opgeschort van zodra de ambtenaar één van de volgende verloven bekomt :

- 1° het moederschapsverlof, verlof ter vervanging van het moederschapsverlof, ouderschapsverlof en opvangverlof met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
- 2° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;
- 3° het verlof om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het korps Civiele Bescherming;
- 4° het verlof om kandidaat te zijn voor de verkiezingen;

5° het verlof voor het verrichten van sommige militaire prestaties in vreedstijd en van bepaalde diensten in uitvoering van de wetten betreffende de statuten van de gewetensbezwaarden;

6° het verlof om hem toe te laten een stage of proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst;

7° het verlof voor opdracht;

8° het syndicaal verlof van de permanente afgevaardigde zoals vastgelegd in artikel 77, § 1, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheidsinstellingen en de vakbonden van de ambtenaren behorende tot de overheid;

9° het verlof voor loopbaanonderbreking bij toepassing van het koninklijk besluit van 7 mei 1999 betreffende de loopbaanonderbreking van het personeel van de administraties;

10° het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding;

11° het verlof voor de uitoefening van een functie bij een erkende politieke fractie;

12° het verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet;

13° het verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

Art. 210. § 1. De ambtenaar geniet de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties. De wedde van de ambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt en de ambtenaar die ten minste twee kinderen die niet de volle leeftijd van vijftien jaar bereikt hebben ten laste heeft, wordt vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

§ 2. Tijdens de afwezigheidsperiode is de ambtenaar op non-activiteit. De ambtenaar kan niettemin zijn aanspraken op bevordering doen gelden. Behalve in geval van bevordering via vlakke loopbaan bedoeld in artikel 59 van dit besluit, maakt de bevordering tot een hogere graad een einde aan de machtiging tot het uitoefenen van zijn ambt met verminderde prestaties.

Afdeling 2. — Het verlof om een stage of een proefperiode te vervullen in een andere betrekking van een overheidsdienst

Art. 211. De ambtenaar krijgt verlof om een stage te vervullen of een proefperiode in een betrekking van een overheidsdienst.

Een betrekking in het gesubsidieerde onderwijs of het universitaire onderwijs wordt gelijkgesteld met een betrekking in een overheidsdienst.

Art. 212. De aanvraag wordt minstens één maand voor de aanvang van de verlofperiode ingediend via hiërarchische weg.

Het verlof wordt toegekend voor de periode die overeenstemt met de duur van de stage of de proefperiode.

Art. 213. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Afdeling 3. — Verlof voor een opdracht

Onderafdeling 1. — Verlof voor een opdracht

Art. 214. § 1. Het College kan, met toestemming van de ambtenaar, deze laatste met een opdracht belasten.

§ 2. Een ambtenaar kan eveneens, na akkoord van het College, een opdracht aanvaarden :

1° bij een organisme van openbaar belang die afhangt van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° bij een ministerie of een organisme van openbaar nut dat afhangt van de federale overheid, van een Gewest, van een Gemeenschap, van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Vlaamse Gemeenschapscommissie;

3° op internationaal niveau buiten België, toegekend ofwel door één van de Regeringen van het Koninkrijk of een Belgische openbaar bestuur, of door een buitenlandse regering of een buitenlands openbaar bestuur;

4° op internationaal niveau in België of elders, bij een internationale instelling;

5° in een land in ontwikkeling.

§ 3. De ambtenaar aangesteld om een mandaat uit te oefenen in een Belgische openbare dienst krijgt ambtshalve verlof voor de duur van het mandaat.

Art. 215. De opdracht is erkend van algemeen belang wanneer de uitgeoefende functies binnen het bevoegdheidsgebied *ratione materiae* vallen van de Franse Gemeenschapscommissie en van overwegend belang geacht wordt voor het College of zijn diensten.

Art. 216. De opdracht wordt eveneens erkend als van algemeen belang zijnde wanneer deze van overwegend en direct belang geacht wordt voor het College en zijn diensten.

Art. 217. Elke opdracht verliest van rechtswege haar karakter van algemeen belang vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de ambtenaar een dienstanciënniteit heeft bereikt die volstaat om aanspraak te kunnen maken op het krijgen van een onmiddellijk ingaand dan wel uitgesteld pensioen ten laste van de buitenlandse regering, van het buitenlands openbaar bestuur of van de internationale instelling ten behoeve waarvan de opdracht werd vervuld.

Art. 218. Het College vertrouwt toe of erkent, met de goedkeuring van de betroffene ambtenaar, de opdracht voor een periode van maximaal twee jaren. Het kan deze telkens verlengen met maximaal dezelfde duur.

Art. 219. Middels een opzegtermijn van minstens drie maanden en hoogstens zes maanden, kan het College, op eender welk ogenblik, een einde stellen aan de opdracht die het heeft toevertrouwd of erkend.

Onder dezelfde voorwaarden kan de ambtenaar een einde stellen aan de opdracht waarmee het belast werd.

Art. 220. De ambtenaar waarvan de opdracht ten einde loopt of waaraan een einde werd gesteld, wordt opnieuw opgenomen in de diensten van het College.

Indien zonder geldige reden hij weigert of verwaarloost dit te doen, wordt hij, na tien werkdagen van afwezigheid, als ontslagnemend beschouwd.

Art. 221. De ambtenaar die in zijn opdracht niet werd vervangen, bezet die betrekking wanneer hij zijn dienst hervat.

Art. 222. Gedurende de duur van de erkende opdracht van algemeen belang wordt de ambtenaar met verlof geplaatst.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Art. 223. Gedurende de duur van een opdracht die niet erkend wordt als zijnde van algemeen belang, wordt de ambtenaar op non-activiteit gezet.

Onderafdeling 2. — De terbeschikkingstelling van de Koning

Art. 224. Het College kan, per individueel besluit, een ambtenaar, mits zijn goedkeuring, ter beschikking stellen van de Koning, van een Prins of een Prinses van België.

Art. 225. Het College keurt de terbeschikkingstelling voor maximaal twee jaar goed. Het kan telkens de periode verlengen met maximaal dezelfde duur mits akkoord van de ambtenaar.

Art. 226. Rekening houdend met een opzegtermijn van minstens drie maanden en hoogstens zes maanden, kan het College op eender welk moment een einde stellen aan de opdracht waarmee het de ambtenaar heeft belast.

Art. 227. De ambtenaar wiens opdracht ten einde komt of onderbroken wordt door beslissing van het College, van de Koning, van een Prins of een Prinses van België of door beslissing van de ambtenaar zelf, hervat de diensten van het College.

Indien zonder geldige reden, hij dit weigert of verwaarloost te doen, wordt hij na tien werkdagen van afwezigheid, beschouwd als ontslagnemend.

Art. 228. Voor de duur van zijn terbeschikkingstelling, krijgt de ambtenaar verlof.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Afdeling 4. — Verlof met het oog op het verrichten in vreedstijd van militaire prestaties of diensten ten uitvoering van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden

Art. 229. De ambtenaar is ambtshalve met verlof :

1° tijdens de fracties van de kalendermaand waarin hij in vreedstijd militaire prestaties verricht, van welke aard ook;

2° tijdens de periode waarin hij in de krijgsmacht de oproepingen vervult opgesomd in artikel 67, 1°, 2°, 3° van de wetten op de militie gecoördineerd op 30 april 1962;

3° tijdens de periode waarin hij in de krijgsmacht de oproepingen vervult opgesomd in artikel 34, 1° a), b), 2°, 3°, 4° van de wet van 16 mei 2001 houdende het statuut van de militairen in het reservékader van de krijgsmacht;

4° wanneer hij zijn functies niet kan vervullen omwille van verplichtingen die hem te beurt vallen krachtens de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden gecoördineerd op 20 februari 1980.

Deze verloven worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 230. Worden beschouwd als periodes van non-activiteit :

1° de volledige maanden van de kalender tijdens dewelke de ambtenaar disciplinaire oproepingen vervult, zoals voorzien in artikel 67, 4° van de wetten op de militie gecoördineerd op 30 april 1962;

2° de volledige maanden van de kalender tijdens dewelke de ambtenaar, in welke hoedanigheid ook vrijwillige prestaties verricht in de krijgsmacht;

3° de volledige maanden van de kalender tijdens dewelke de ambtenaar, gewetensbezwaarde, diensten vervult in toepassing van de artikelen 18 en 19 van de wetten houdende het statuut van de bovengenoemde gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980, alsook disciplinaire oproepingen.

Art. 231. Tijdens de periode van non-activiteit waarvan er sprake is in artikel 230, behoudt de ambtenaar zijn aanspraken op de bevordering en zijn rechten op de bevordering in zijn weddeschaal.

Art. 232. De ambtenaar wordt als ontslagnemend beschouwd, op de eerste dag waarop hij, in welke hoedanigheid ook, binnen de krijgsmacht andere vrijwillige prestaties vervult dan die bepaald in artikel 230.

HOOFDSTUK VII. — *Verlof wegens ziekte*

Afdeling 1. — Verlof wegens ziekte

Art. 233. § 1. Voor de ganse duur van zijn loopbaan, heeft de ambtenaar, die wegens ziekte verhinderd wordt om zijn functies normaal te vervullen, recht op een ziekteverlof van 21 werkdagen per 12 maanden dienstanciënniteit.

Als hij nog geen 36 maanden in dienst is, wordt zijn wedde hem niettemin gedurende 63 werkdagen gewaarborgd.

De ambtenaar dient een geneeskundig getuigschrift in bij de medische controledienst.

Voor een afwezigheid wegens ziekte of ongeval die niet langer dan één dag duurt, moet de ambtenaar geen geneeskundig getuigschrift voorleggen voor de eerste vier afwezigheden tijdens het lopende kalenderjaar.

§ 2. Voor de productie van een dienststaat, worden eveneens in beschouwing genomen, alle effectieve diensten die de ambtenaar heeft vervuld, in welke hoedanigheid ook, als functiehouder met volledige prestaties, deel uitmakend van een andere overheidsdienst of onderwijsinstelling, een dienst van beroepsoriëntatie, een medisch-psychosociaal centrum of een medisch-pedagogisch instituut in zoverre deze opgericht zijn, erkend of gesubsidieerd worden door de Staat, een Gewest of een Gemeenschap.

Indien de ambtenaar halftijdse prestaties heeft verricht, zullen deze prorata temporis in beschouwing worden genomen.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 234. Het aantal werkdagen, vastgelegd in artikel 233, § 1 wordt verhoudingsgewijs ingekort, indien, tijdens zijn loopbaan, de ambtenaar het volgende verlof heeft gekregen :

1° in het kader van de arbeidsherverdeling;

2° om een stage bij een andere overheidsdienst uit te voeren;

3° om een opdracht te vervullen;

4° om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen;

5° voor loopbaanonderbreking;

6° wegens ziekte, behalve in geval van arbeidsongeval of ongeval plaatsgevonden op weg naar het werk of een beroepsziekte.

De ambtenaar die op non-activiteit is geplaatst omwille van een ongerechtvaardigde afwezigheid wordt onderworpen aan dezelfde regel.

Indien het aantal ziekteverlofdagen die op die manier berekend zijn, geen geheel aantal vormt, wordt dit aantal naar boven afgerond.

Enkel de werkdagen inbegrepen in de periode van het ziekteverlof worden geteld.

Art. 235. § 1. Het ziekteverlof maakt geen einde aan de loopbaanonderbreking, noch aan de vervroegde halftijdse uittreding, noch aan de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de wet van 10 april 1995 betreffende de arbeidsherverdeling in de publieke sector, noch aan het stelsel van verminderde prestaties om persoonlijke redenen. De ambtenaar blijft zijn wedde ontvangen verschuldigd wegens verminderde prestaties.

§ 2. Wanneer de ambtenaar halftijdse prestaties verricht, worden de afwezigheden wegens ziekte aangerekend op het aantal verlofdagen waarop hij recht heeft krachtens artikel 233, pro rata de prestaties die hij had moeten verrichten. Indien het totaal aantal aangerekend per 12 maanden dienstanciënniteit, geen geheel aantal vormt, wordt de fractie van de dag verwaarloosd.

Voor de ambtenaar die halftijdse prestaties verricht, worden als ziekteverloven aangerekend, de verlofdagen tijdens de welke de ambtenaar prestaties had moeten verrichten. Het verlof om dwingende redenen van familiale aard wordt opgeschort tijdens het ziekteverlof.

Art. 236. § 1. Onder voorbehoud van artikel 243 en in afwijking van artikel 233, wordt het ziekteverlof niet beperkt in de tijd, wanneer deze veroorzaakt wordt door :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval op weg naar het werk;
- 3° een beroepsziekte.

Verder worden de verlofdagen toegekend als gevolg van een arbeidsongeval, een ongeval op weg naar het werk of een beroepsziekte, buiten beschouwing gelaten, zelfs na de datum van de consolidatie, om het aantal verlofdagen te bepalen die de ambtenaar nog kan krijgen krachtens artikel 233, § 1.

§ 2. De ambtenaren die een beroepsziekte hebben en die, volgens de modaliteiten vastgelegd door het College, verplicht worden om tijdelijk hun functies neer te leggen, worden ambtshalve met verlof gestuurd voor de nodige termijn.

Art. 237. De verlofdagen wegens ziekte toegekend als gevolg van een ongeval veroorzaakt door de fout van een derde en verschillend van een ongeluk bedoeld in artikel 236 worden niet in beschouwing genomen om het aantal verlofdagen te berekenen die de ambtenaar nog kan krijgen krachtens artikel 233, § 1, tot de hoogte van het verantwoordelijkheidspercentage aangerekend aan derden en dat als basis dient voor de wettelijke subrogatie van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 238. Wanneer de ambtenaar verminderde prestaties verricht verspreid over alle werkdagen, worden de afwezigheden wegens ziekte aangeduid pro rata het aantal uren die hij had moeten presteren tijdens zijn afwezigheid.

Indien het aantal aldus aangerekende werkdagen geen geheel aantal vormt, wordt deze naar boven afgerond.

Indien het totaal aantal aldus aangerekende dagen per twaalf maanden anciënniteit geen geheel aantal is, wordt de fractie van de dag verwaarloosd.

Indien de ambtenaar halftijds verlof geniet krachtens een wettelijke bepaling betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, worden de werkdagen tijdens dewelke de ambtenaar zijn prestaties had moeten verrichten op basis van een voltijds arbeidstelsel, aangerekend als ziekteverloven.

Art. 239. De ambtenaar die de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt, wordt met pensioen gestuurd op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin, zonder erkend te worden als definitief ongeschikt, hij 365 afwezigheidsdagen wegens ziekte telt (ofwel verlof ofwel disponibiteit wegens ziekte, of een cumulatie van de twee) sinds zijn zestigste verjaardag.

Voor de berekening van de termijn van 365 dagen bedoeld in het eerste lid, moet er geen rekening gehouden worden met :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval plaatsgevonden op weg naar het werk;
- 3° een beroepsziekte.

Art. 240. De afwezigheden bedoeld in artikelen 233, § 1 en 237 worden gelijkgesteld met de dienstactiviteit.

Afdeling 2. — Controle en verklaring van definitieve ongeschiktheid

Art. 241. § 1. De ambtenaar, afwezig wegens ziekte, wordt onderworpen aan een medische controle van de medische controledienst aangesteld door het College.

§ 2. Indien de ambtenaar niet akkoord gaat met de beslissing van de controle-arts, neemt deze laatste binnen de 48 uur contact op met de behandeld geneesheer. In geval van niet-akkoord tussen de twee geneesheren, duiden ze, in gemeenschappelijk overleg, onmiddellijk een arbitragearts aan. Indien er geen akkoord kan ontstaan tussen de twee geneesheren binnen de twee werkdagen om een arbitragearts aan te duiden, kan de ambtenaar, met het oog op de regeling van het medische geschil, een arbitragearts aanduiden die voldoet aan de bepalingen van de wet van 13 juni 1999 betreffende de controle geneeskunde en die in de lijst voorkomt opgesteld in uitvoering van de voornoemde wet. De arbitragearts doet het medisch onderzoek en beslist over het medische geschil binnen de drie werkdagen na zijn aanduiding. De beslissing van de arbitragearts is definitief.

Art. 242. § 1. De ambtenaar blijft onderworpen aan het reglement van Medex wat betreft de arbeidsongevallen, de beroepsziekten en de verklaringen van definitieve medische ongeschiktheid.

§ 2. Krachtens de procedure die van kracht is bij Medex, heeft de ambtenaar het recht om in beroep te gaan tegen de beslissingen van deze dienst.

Art. 243. De ambtenaar mag niet definitief ongeschikt verklaard worden wegens ziekte vooraleer deze het aantal ziekteverlofdagen waarop hij recht heeft, heeft opgebruikt.

Het eerste lid is niet van toepassing op de ambtenaar die, nadat hij een opdracht bij een buitenlandse Regering, een buitenlandse overheidsinstelling of een internationale instelling vervuld heeft, met pensioen is gestuurd omwille van invaliditeit en een pensioen krijgt.

Afdeling 3. — Verminderde prestaties omwille van ziekte of invaliditeit

Art. 244. De controledienst bedoeld in artikel 241, § 1, beoordeelt of de ambtenaar afwezig wegens ziekte of invaliditeit, in staat is om zijn functies weer op te nemen voor 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties.

De ambtenaar is onderworpen aan de arbitrageprocedure voorzien in artikel 241, § 2.

De ambtenaar die met ziekteverlof is, mag zelf kiezen om zijn functies terug op te nemen voor 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties. Ter ondersteuning van deze aanvraag zorgt hij voor een geneeskundig getuigschrift dat hij bij de medische controledienst indient.

In de twee gevallen bericht de medische controledienst de leidend ambtenaar over zijn beslissing.

Art. 245. De ambtenaar afwezig wegens ziekte en beschouwd als in staat om zijn functies te hernemen voor 50 %, 60 % of 80 % van de normale prestaties krachtens artikel 244, wordt in zijn ambt hersteld bij de diensten van het College en krijgt zijn initiële job terug als deze compatibel is met zijn gezondheidstoestand.

Art. 246. De verminderde prestaties wegens ziekte of invaliditeit mogen niet langer dan 30 kalenderdagen toegekend worden.

Er mogen verlengingen toegekend worden, maximaal voor een equivalente periode, indien de medische controledienst dit adviseert tijdens een nieuw onderzoek.

Art. 247. Worden beschouwd als verlof, de afwezigheden van een ambtenaar wanneer deze verminderde prestaties verricht wegens ziekte of invaliditeit. De verminderde prestaties worden dagelijks vervuld.

Indien de medische controledienst dit vraagt, mogen de prestaties verspreid worden over de week.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

*HOOFDSTUK VIII. — Verloven om politieke redenen**Afdeling 1. — Verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen*

Art. 248. De ambtenaar kan een verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor de wetgevende, regionale, provinciale, gemeentelijke of Europese verkiezingen.

Dit verlof wordt toegekend voor een periode die overeenstemt met de duur van de verkiezingscampagne waaraan hij als kandidaat deelneemt.

Art. 249. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Afdeling 2. — Verlof om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie

Art. 250. Onder erkende politieke fractie wordt verstaan, een groep verkozenen die als dusdanig erkend is overeenkomstig het reglement van de wetgevende vergadering waartoe de verkozenen behoren.

Art. 251. De ambtenaar kan verlof krijgen om een ambt uit te oefenen bij een erkende politieke fractie.

De voorzitter van een politieke fractie dient hiertoe een verzoek in bij de leidend ambtenaar.

Het College kan, na advies van de directieraad, het verlof toekennen.

Art. 252. Het besluit van het College vermeldt de duur van het toegekende verlof alsook de politieke fractie binnen dewelke de ambtenaar een ambt zal uitoefenen.

Art. 253. Het College kan een einde stellen aan het verlof om dienstredenen mits het een opzeggingstermijn van één maand respecteert.

Art. 254. Dit verlof wordt gelijkgesteld aan een periode van dienstactiviteit. Het is echter niet bezoldigd.

Afdeling 3. — Verlof voor detachering bij een ministerieel kabinet

Art. 255. De ambtenaar krijgt verlof wanneer hij aangesteld wordt om een functie te vervullen :

1° op het secretariaat, de cel van algemene coördinatie van het beleid of de cel van algemeen beleid of indien nodig, het kabinet van een lid van de federale Regering;

2° op het kabinet van een minister of een staatssecretaris van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest;

3° op het kabinet van een lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, van de Vlaamse Gemeenschapscommissie of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Met het akkoord van de functioneel bevoegde minister keurt het Collegelid belast met het Openbaar Ambt, het verlof goed.

De detachering bij een andere Regering dan die van het College van de Franse Gemeenschapscommissie is slechts toegestaan middels terugbetaling van de bezoldiging van de gedetacheerde ambtenaar.

Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Art. 256. Na afloop van zijn detachering en behoudens een nieuwe detachering naar een ander secretariaat, cel van algemene beleidscoördinatie of cel van algemeen beleid van de federale regering of het kabinet, krijgt de ambtenaar een dag verlof per maand activiteit in deze organismen, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen.

Afdeling 4. — Verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat

Art. 257. De ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie hebben recht op politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

De ambtenaren kunnen slechts politiek verlof genieten rekening houdend met de onverzoenbaarheden en de verboden die op hen van toepassing zijn uit hoofde van wettelijke of reglementaire bepalingen.

Art. 258. Onder politiek verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat dient te worden begrepen : hetzij een vrijstelling van dienst die geen enkele invloed heeft op de administratieve en geldelijke situatie van de personeelsleden; hetzij een facultatief politiek verlof toegekend op vraag van de personeelsleden; hetzij een van ambtswege politiek verlof dat het personeelslid niet kan weigeren.

Art. 259. De ambtenaar kan, op eigen vraag, binnen de hierna vastgelegde grenzen, een vrijstelling van dienst krijgen a rato van :

1° een halve dag per maand voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid, burgemeester, schepen of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, voorzitter inbegrepen, in een gemeente van maximaal 10 000 inwoners;

2) een dag per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

1. gemeenteraadslid of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 inwoners of meer;

2. Burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

3. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

4. provincieraadslid maar geen lid van de bestendige deputatie.

Art. 260. De vrijstelling van dienst waarin artikel 259, 2° voorziet, wordt opgenomen met een hele of een halve dag naargelang dit de betroffene schikt. De vrijstelling kan niet overgedragen worden naar een andere maand tenzij deze toegekend is voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid.

Art. 261. De ambtenaar kan, op eigen vraag, een facultatief politiek verlof krijgen a rato van :

1° één of twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester, schepen, voorzitter of lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van maximaal 10 000 inwoners;

2. gemeenteraadslid in een gemeente van maximaal 80.000 inwoners.

2° één tot drie dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van 10 001 tot 30 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 50 000 inwoners;

3. lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 10 001 tot 20 000 inwoners.

3° één tot vier dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid in een gemeente met meer dan 80 000 inwoners;

4° één tot vijf dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van lid van het permanent bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van meer dan 20 000 inwoners;

5° een vierde van een voltijdse baan om een mandaat uit te oefenen van :

II. burgemeester in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

III. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;

6° vijftig procent van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80 001 tot 130 000 inwoners.

Art. 262. Het personeelslid is van ambtswege met politiek verlof, a rato van :

1° twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van 20 001 tot 30 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 20 001 tot 50 000 inwoners;

2° een vierde van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van 30 001 tot 50 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners.

3° vijftig procent van een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van 50 001 tot 80 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van 80.001 tot 130 000 inwoners.

4° een voltijdse baan voor de uitoefening van een mandaat van :

1. burgemeester in een gemeente van meer dan 80 000 inwoners;

2. schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn in een gemeente van meer dan 130 000 inwoners;

3. lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;

4. lid van een van de Wetgevende Kamers of de federale Regering;

5. lid van het Waals Parlement, het Brussels Parlement, het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Vlaams Parlement en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap;

6. lid van de Regering van het Waals Gewest, van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Vlaamse Regering van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;

7. lid van het Europees Parlement of van de Europese Commissie.

Art. 263. Het politiek verlof begint op de dag van de eedaflegging.

Art. 264. Voor de toepassing van de artikelen 255, 257 en 258, wordt het aantal inwoners bepaald in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet.

Art. 265. De ambtenaar die geen voltijdse functie uitoefent, wordt van ambtswege met voltijds politiek verlof gezonden wanneer zijn politiek mandaat reeds overeenstemt met een van ambtswege politiek verlof van ten minste de helft van een voltijdse baan.

Art. 266. De ambtenaar die het recht heeft op een politiek verlof waarvan de duur de helft van een voltijdse baan niet overschrijdt, kan op zijn vraag, een halftijds of voltijds politiek verlof krijgen. De ambtenaar die recht heeft op een halftijds politiek verlof, kan, op zijn vraag, een voltijds politiek verlof krijgen.

Art. 267. Het politiek verlof verloopt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op het einde van het mandaat.

Op dat ogenblik geniet de belanghebbende opnieuw zijn rechten. Indien hij niet vervangen werd in zijn betrekking, bekleedt hij deze betrekking opnieuw wanneer hij zijn activiteiten hervat. Indien hij vervangen werd, wordt hij aangesteld op een andere betrekking.

Art. 268. Na het herstel in zijn ambt mag de ambtenaar zijn wedde niet cumuleren met de voordelen die aan de uitoefening van een politiek mandaat zijn verbonden en die de reclasseringstoelage vervangen.

Art. 269. Het facultatief politiek verlof en het van ambtswege politiek verlof kunnen per volledige dag of halve dag genomen worden.

Art. 270. De periodes die gedekt zijn door het facultatief politiek verlof of het van ambtswege politiek verlof worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit. Ze zijn echter niet bezoldigd.

HOOFDSTUK IX. — *Het beroep inzake verlof en afwezigheid*

Art. 271. Uitgezonderd voor ziekteverlof, in geval van disponibiteit wegens ziekte en in geval van ontslag van ambtswege wegens ongerechtvaardigde afwezigheid van meer dan 10 werkdagen, kan de ambtenaar in beroep gaan bij de Beroepscommissie bedoeld in artikel 16/7 wanneer hij niet akkoord gaat met een beslissing inzake verlof of afwezigheid.

Art. 272. De ambtenaar beschikt voor het instellen van zijn beroep, over een termijn van tien werkdagen, behalve in geval van overmacht, vanaf de dag waarop de aangetekende brief zijn woonplaats heeft bereikt.

Hij wordt op zijn vraag gehoord door de Beroepscommissie en mag zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze die in geen geval deel mag uitmaken van de Beroepscommissie.

Art. 273. De leidend ambtenaar die de betwiste beslissing heeft genomen moet deze verdedigen. Hij kan zich echter laten vertegenwoordigen door een ambtenaar naar zijn keuze.

Wanneer het College kennis heeft genomen van de betwiste beslissing, duidt hij een ambtenaar aan om deze beslissing te verdedigen.

Art. 274. § 1. De Beroepscommissie beslist binnen een termijn van één maand die aanvangt op de dag dat het beroep werd ingediend door de ambtenaar, ofwel via brief, of via fax, of via mail, voor zover ze een duidelijke datum hebben. De beslissing van de Beroepscommissie bevestigt of vervangt de betwiste beslissing. Deze is definitief.

Noch de ambtenaar bedoeld in artikel 273, noch de auteur van het beroep of de persoon die deze bijstaat, mogen de beraadslaging bijwonen. Indien de ambtenaar de dringendheid speciaal motiveert, wordt deze termijn tot tien werkdagen gereduceerd.

§ 2. Voor het jaarlijkse vakantieverlof, beslist de Beroepscommissie, indien de ambtenaar de dringendheid speciaal motiveert, binnen een termijn van vijf werkdagen.

In dit geval verenigt de Beroepscommissie zich ongeacht het aantal aanwezige leden voor zover de gelijkheid nageleefd wordt.

HOOFDSTUK X. — *Stagiair*

Art. 275. De bepalingen betreffende deel XVI van dit besluit zijn eveneens van toepassing op de stagiaires, met uitzondering van de bepalingen betreffende :

- 1° het verlof in het kader van de herverdeling van de arbeid;
- 2° het verlof voor loopbaanonderbreking;
- 3° de disponibiteit om persoonlijke redenen;
- 4° de verminderde prestaties om persoonlijke redenen;
- 5° het verlof om een stage of een proefperiode te vervullen in het kader van een andere functie bij een overheidsdienst;
- 6° het verlof voor een opdracht;
- 7° het verlof voor de uitoefening van een functie bij een erkende politieke fractie".

Art. 7. In artikel 161 van hetzelfde besluit, worden de woorden "Beroepscommissie inzake evaluatie bedoeld in artikel 83" vervangen door de woorden "Beroepscommissie bedoeld in artikel 16/7".

Art. 8. De artikelen 158 tot 164 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de artikelen 276 tot 282.

HOOFDSTUK XI. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Afdeling 1. — Opheffingsbepalingen

Art. 9. Worden opgeheven wat betreft de ambtenaren onderworpen aan dit statuut :

- 1° Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 mei 2002 tot invoering van het verlof om politieke redenen of voor de uitoefening van een politiek mandaat voor de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 10 oktober 2002 betreffende de verloven van korte duur die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3° Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 januari 2007 betreffende de loopbaanonderbreking;
- 4° Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 juni 2001 tot vastlegging van de modaliteiten omtrent de arbeidsherverdeling die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

Art. 10. De verloven toegekend voor de datum van de inwerkingtreding van het besluit duren verder tot het einde ervan geregeld werd door de vroegere reglementaire en wettelijke bepalingen.

Art. 11. De personeelsleden waarvan de lijst in bijlage 3 van dit besluit is opgenomen, die in 2011 zes bijkomende jaarlijkse verlofdagen hebben gekregen vergeleken met het aantal dagen van jaarlijks vakantieverlof bedoeld in 167 van dit besluit, behouden, ten persoonlijke titel, het voordeel van deze maatregel met de dubbele voorwaarde dat zij hun functies onophoudelijk uitoefenen en blijven uitoefenen op een onderwijscampus of een PMS-centrum en dat het jaarlijks vakantieverlof volledig opgenomen wordt tijdens de schoolvakantieperiodes.

Van zodra één van de twee bovengenoemde voorwaarden niet meer wordt vervuld, verliest het betroffen personeelslid voor het lopende jaar het voordeel van zes bijkomende jaarlijkse vakantiedagen. Het personeelslid dat echter omwille van ziekte of een arbeidsongeval, met verlof is tijdens de schoolvakantieperiodes en die daardoor verhinderd wordt om zijn jaarlijkse vakantie tijdens deze periode op te nemen, verliest het voordeel niet van zes bijkomende verlofdagen.

Afdeling 3. — Eindbepalingen

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 maart 2012.

Art. 13. Het Collegelid belast met het Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 maart 2012.

Door het College :

CH. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

B. CEREXHE,
Collegelid belast met het Openbaar Ambt

Bijlage 1

FORMULIER VOOR DE INDIENING VAN DE AANVRAAG

VERVROEGDE HALFTIJDSE UITTREDING

II. GEDEELTE DOOR DE AANVRAGER IN TE VULLEN

Naam en voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

Initiële datum van de periode van vroegtijdig vertrek : 01/ /

Ik wens op pensioen te gaan op (1) : 01/ /

Zoals overeengekomen met mijn hiërarchische overste van minstens rang 13, kies ik het volgende werkschema (2) :

Handtekening :

III. GEDEELTE IN TE VULLEN DOOR DE HIERARCHISCHE OVERSTE VAN MINSTENS RANG 13 VAN DE AANVRAGER

A. De aanvrager heeft een ontvangstbevestiging gekregen van de aanvraag op volgende datum :

B. De oorspronkelijke datum van de periode van vroegtijdig vertrek is (3) / is niet veranderd.

De nieuwe initiële datum : 01/ /

De aanvrager werd op..... op de hoogte gesteld

Naam van de hiërarchische overste van minstens rang 13 :

Datum :

Handtekening :

Gelezen om toegevoegd te worden aan het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Door het College :

CH. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

B. CEREXHE,
Lid van het College belast met het Openbaar ambt

Nota's

(1) De vermelding van deze datum stelt het personeelslid niet vrij zijn pensioen aan te vragen.

(2) De halftijdse prestaties worden dagelijks vervuld of volgens een andere vaste verdeling over de week of de maand, met dien verstande dat de verdeling van de prestaties gebeurt per volle of halve dagen.

(3) Het onnodige schrappen

Bijlage 2

FORMULIER VOOR DE INDIENING VAN DE AANVRAAG VAN EEN VRIJWILLIGE VIERDAGENWEEK

Deel in te vullen door de aanvrager

Naam en voornaam :

Geboortedatum :

Graad :

Dienst :

Administratie :

Oorspronkelijke datum van de periode van de vierdagenweek : 01/ /

Ik wens geen prestaties te vervullen op volgende weekdag (1) :

Deel in te vullen door de hiërarchische overste van minstens rang 13 van de aanvrager

A. De aanvrager heeft een ontvangstbewijs gekregen van de aanvraag op volgende datum :

Principepakkoord of geen principepakkoord over de oorspronkelijke datum van de vierdagenweek :

Het werkschema is niet/is gewijzigd :

De aanvrager zal geen prestaties vervullen op de volgende weekdag :

De aanvrager ziet niet af/ziet af van zijn recht op de vierdagenweek :

B. Oorspronkelijke datum voor de periode van vroegtijdig vertrek : 01/ /

Naam van de hiërarchische overste van minstens rang 13 :

Datum :

Handtekening :

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 tot aanpassing van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Door het College :

CH. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

B. CEREXHE,
Lid van het College belast met Openbaar Ambt

Nota

(1) 7 Men mag wekelijks een vaste dag kiezen (bv. Geen prestaties op dinsdag) of een andere regeling, zoals bijvoorbeeld, de eerste week geen prestaties op maandag, de tweede week geen prestaties op dinsdag, de derde week geen prestaties op woensdag en de zes volgende maanden geen prestaties op vrijdag. Deze voorbeelden zijn niet beperkend.

Bijlage 3

Lijst van de personeelsleden die in 2011 genoten hebben van zes bijkomende jaarlijkse verlofdagen vergeleken met het aantal dagen van jaarlijks vakantieverlof bedoeld in artikel 167

CERIA - REDOUTE PEIFFER
ADNET CHANTAL
AGNEESSENS PATRICK
ASSELBERGHS NATHALIE
BARISEAU THIERRY
BAZZARINI ANNE
BERIOT ALAIN
BERNARD NICOLAS
BERTELS JOELLE
BERTIAUX OLIVIER
BORDON EDDIE
BOUCHA BRIGITTE
BRACKEVELD CHRISTOPHE
BRICHAUT SOLANGE
BUYSE FRANCOIS
CHABLE CYRIL
CHARMANT JEAN
CORBESIERS STEPHANE
COUVREUR MICHAEL
DANIS PHILIPPE
DE BISSCOP FABIENNE
DE BLAECKE MICHELINE
DEBLAERE MONIQUE
DE DECKER CATHERINE
DEFROYENNES JEAN-PIERRE
DE GREIF SOLANGE
DEJONGE BENOIT
DEKERPEL ALAIN
DEMAREZ MARC
DEMIERBE YVES
DEN BLINDEN MARC
DEMORTIER CHRISTEL
DE PREZ OLIVIER

DE RAS ANNE-MARIE
DESMET NADINE
DESPACE HENRI
DESSART PASCAL
DE SUTTER NELLY
DHONDT ALAIN
DI MATTIA MARIA
DONIE CHRISTIAN
DRESSEN CHRISTIAN
DUFOUR PASCALE
DURIEUX ALAIN
DU SOLEIL MARC
ESSCHENBROUCK PATRICK
FACCHINO GIUSEPPINA
GEYZEN EMMANUELLE
GILOTEAU BERNARD
GODAN NOELLE
GOOSSENS MICHELINE
GRUMIAUX YVES
HAMELRYK CHRISTIANE
HAMMALI KHALID
HOZNAR WALTER
IOANNIDIS GEORGES
KOLLER JOELLE
KOUROUDIS GEORGIOS
LEEN PHILIPPE
MARCHESINI ISABELLA
MARCQ WILLIAM
MASSAGE ALAIN
(MASSART BENJAMIN = LOOPBAANONDERBREKING)
MELCHIOR MICHEL
MORRENS CHRISTINE
ORLANS DANIELE
ORLANS MARTINE
ORTIGOSA CRESPO ENRIQUE
PETIT JOHAN
PINDEVILLE JEAN-LUC
PLAISANT ANNE-MARIE
PLOEGAERTS GREGORY
RAIS ZENUN
RENWART CHRISTOPHE

RINGOET JEANNINE
ROSSEELS PATRICIA
RUTTENS HENRI
SAOUTI ALI
SCHEERS ERIC
SCHOEKAERT THIERRY
SCHWAB MARIE-CHANTAL
STENMANS BENOIT
TSAKALIOS GEORGIA
VAN BELLE MICHELINE
VAN CAUTENBERG JOELLE
VANCAUWENBERGHE CHRISTINE
VANDENABEELE ERIC
VANDEBREETSTRAETEN THIERRY
VANDER WAUVEN CORINNE
VAN HENTENRYCK ERIC
VAN LINTHOUT GENEVIEVE
VAN NEDERVELDE LAURENCE
VAN OORDEN VIVIANE
VAN STAEN OLIVIER
VERHERSTRAETEN DOMINIQUE
VERMEULEN ANTOINETTE
WARNIE CATHY
WATERLOT VERONIQUE
PMS Centrum
MAUFORT MICHELE
SALEK CHERGUY WAHIBA
SPINELLI ANGELA
STEENO CHRISTIANE
VLEESCHOUWERS ROGER
Instituut Alexandre HERLIN
EL GAYATI ZUHAIR
GHYOOT PHILIPPE
PETTINO STEPHANO
RONVAUX MICHELE
SCHURMANN MAGGY
SIMON ANNIE

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 tot aanpassing van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Door het College :

CH. DOULKERIDIS,
Voorzitter van het College

B. CEREXHE,
Lid van het College belast met Openbaar Ambt